

GALA DE SOUTIEN A RADIO LIBERTAIRE

LUNDI 28 JUIN — 20 h (précises) — BOBINO

T2137-450-6,00 F

le monde
Libertaire



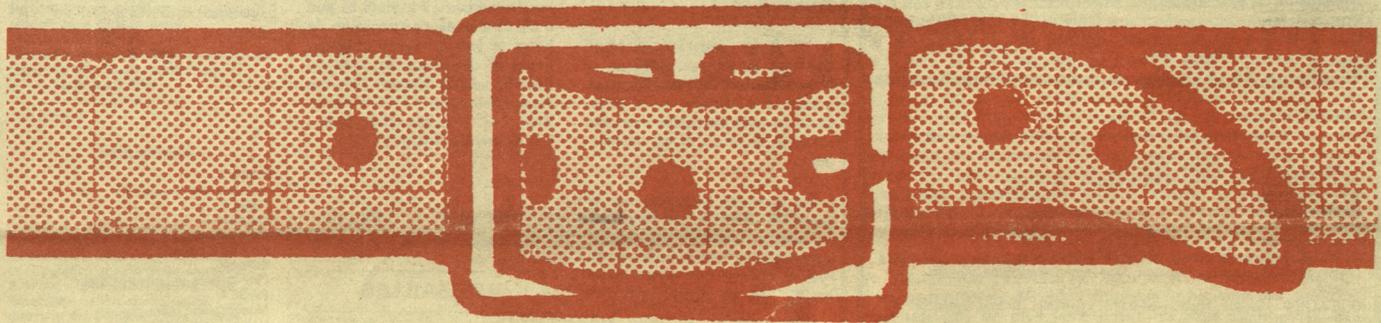
ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 450 JEUDI 24 JUIN 1982 6,00 F

FRANÇAIS,



**ENCORE UN EFFORT
POUR ETRE
VRAIMENT
SOCIALISTES**

Fop 2520

FÊTE DU GROUPE ANARCHISTE D'AMIENS

26 ET 27 JUIN — PARC DU CHÂTEAU DE MONTIÈRES — AMIENS

Liste et permanences des groupes FA

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YEZURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENNES - ROCHEFORT
 COTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 FINISTERE : BREST
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS - PONT-SAINT-MAXENCE
 ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
 HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
 RHONE : LYON
 PUY-DE-DOME : CLERMONT-FERRAND
 SARTHE : LE MANS
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTEUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin, Soissons.

EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.

ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.

OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.

CENTRES : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur, Corrèze, Chartres, Haute-Loire.

SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban, Périgueux, Antibes, Tournon, Gard.

RHÔNE-ALPES : Valence, Thonon-les-Bains, Chambéry, Drôme, Grenoble.

CORSE : Ajaccio, Corte.

LA RÉUNION : liaison anarchiste.

GUADELOUPE : Basse-Terre.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillohard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RUB, Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Liaison Périgueux : permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la FA, n'hésitez pas à écrire aux RI, ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) - tél. 805.34.08.

Le groupe anarchiste d'Amiens organise sa fête annuelle les samedi et dimanche 26 et 27 juin 1982, dans le parc du château de Montières, à partir de 14 heures.

Samedi après-midi : musique libre. Chacun peut apporter ses instruments.
Samedi à partir de 18 h : festival rock avec un groupe d'Amiens, Chapeau melon et bottes de skaï, deux groupes du nord, Guy Marseguerra et Phase, trois groupes de la région parisienne, Airbus, Fatidique Seconde, Idées noires. Il y en aura pour tous les goûts : punk, rock, hard-rock, new wave, reggae...

Dimanche à partir de 14 h : Daniel Duroy (chansons et sketches), Café de la paix (folk irlandais), Pascal et Claire Genneret (chansons écologistes et libertaires) Francis Weill (chansons), Mizrana (chansons et musiques arabes). Animation théâtrale : Jean-Michel Bavard, Théâtre de rue et maison close, de Françoise Longeard.

Durant les deux jours, films-débats sur le nucléaire, les prisons, le syndicalisme et la situation en Euskadi-sud (sous réserve).

Buvette sur place, possibilité de camping. Prix libre en fonction des possibilités de chacun.

COMMUNIQUÉS

• Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).

• Le groupe anarchiste « Albert Libertad » vient de se créer dans le 9^e arrondissement de Paris. Ce groupe travaille à la diffusion et la propagande des idées anarchistes. Pour nous contacter, écrire aux RI qui transmettront.

• Les personnes intéressées par la propagande anarchiste sur Lorient et ses environs (Morbihan, 56) peuvent prendre contact avec la liaison locale. Pour la création d'un groupe, écrire aux RI, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

• Le groupe Elysée Reclus d'Angers assure des ventes du *Monde libertaire* : le samedi à partir de 11 h place Louis Imbach devant l'annexe de la Bourse du travail ; le lundi à 18 h 30 au RV de Belle Beille ; le vendredi soir à la permanence du groupe.

• Les personnes habitant les départements du Cantal, de la Corrèze ou de l'Aveyron, intéressées par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec les groupes du Lot et de la Dordogne pour renforcer leur présence sur ces cinq départements. Ecrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe anarchiste de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* le mercredi de 17 à 18 h à la gare Chantiers et le dimanche de 10 h à 13 h sur la place du marché principal de Versailles. Pour tout contact avec le groupe, n'hésitez pas à nous écrire : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78150 Le Chesnay-Cedex.



Rédaction-Administration
 145, rue Amelot Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

BOBIGNY-DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy invite les sympathisants libertaires de la région à une réunion-débat sur le thème : *Qu'est-ce que l'anarchisme ?* le jeudi 24 juin à 20 h, avec la participation de Maurice Joyeux. Cette réunion-débat se déroulera au local de l'ADIP, salle P. Eluard, 144, rue Roger Salengro, 93700 Drancy. Bus : 148, 173, 151, 354. Arrêt : Six Routes de Bobigny.

VERSAILLES

Le groupe libertaire de Versailles de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème : *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale*, à laquelle participeront des membres de ARDECOM (Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine), du MLAC, du Planning familial et de la Fédération anarchiste.

Cette manifestation se déroulera à partir de 10 h 30 au centre Huit, 8, rue de la porte de Buc, le jeudi 24 juin 1982.

Le numéro 9 de *L'Agitateur*, journal d'expression libertaire édité par le groupe d'Aubenas de la FA, vient de paraître. Prix à l'unité : 3 F. Abonnement pour un an : 10 F à adresser à CES, BP 1, 07530 Antraigues. CCP, CES 24 117 7 X Lyon.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En Bref
 Amis lecteurs
 Gala de Besançon
 Editorial
 Fête du groupe Louise-Michel
 PAGE 4
 Manifestation militariste
 Vols au-dessus d'un nid de cigognes
 Usinor-Dunkerque...
 PAGE 5
 La ligne THT Gravelines-Paris
 Le grand show des municipales
 PAGE 6
 Le PCF et le pacifisme
 Des choses que l'on pense...
 PAGE 7
 Charte de la santé...
 PAGE 8
 Procès du coup d'Etat du 23 février
 Malouines : la croisade est terminée
 PAGE 9
 Informations internationales
 PAGE 10
 Lettre de Kropotkine sur l'individualisme
 PAGE 11
 Livres, spectacles...
 PAGE 12
 Dévaluation, blocage des prix...

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F				Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

Reglement (à joindre au bulletin)

en bref... en bref...

Depuis quelque temps, les commerçants et artisans ambulants de Lille sont en conflit avec la municipalité qui veut les expulser des rues piétonnes : descentes de police, procès-verbaux, pressions de certains gros commerçants. A l'approche des élections municipales, Mauroy veut nettoyer sa bonne ville de Lille et reléguer commerçants et artisans ambulants dans les endroits retirés. Ceux-ci refusent catégoriquement ce parquage organisé. Ils demandent de les soutenir en écrivant à M. Wendels, maire de Lille, service de la voirie.

Contrôle : M. Henri Noguère nous a gratifiés d'une déclaration commentant les exactions policières de ces dernières semaines. On y a relevé entre autres que « la Ligue des droits de l'homme s'interdit toute exploitation de ces « bavures » et toute généralisation hâtive et injuste. » Et de proposer des solutions : « meilleur recrutement et surtout formation initiale et formation continue mieux adaptées aux missions de la police et aux dangers que peuvent faire courir à la population les hommes armés s'ils n'ont acquis ni le contrôle de leurs nerfs, ni la maîtrise de leurs armes. » A quand une bonne police de gauche ? Quant au contrôle du pouvoir et de ses partis sur la LDH, ce n'est même pas la peine d'en parler !

Dans le cadre des actions de solidarité avec le peuple polonais, les éditions syndicalistes et Révolution prolétarienne appellent à soutenir la demande de libération immédiate de Grzegorz Boguta, directeur des éditions indépendantes Nowa (solidarność), arrêté et emprisonné depuis le coup d'Etat militaire. Il faut écrire à l'ambassade de Pologne pour demander ce qui a pu motiver l'arrestation de Boguta, s'il a un avocat, etc. ; écrire à sa famille en l'assurant de notre soutien : vl Madalinskiego 102/12, tél. 11.30.21, ext. 1224 ; enfin signer une pétition. Pour plus de renseignement, écrire à C. Fromager, 61, rue Beaubourg, 75139 Paris Cedex 03.

Le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan, le groupe de la Fédération anarchiste de Béziers, l'équipe d'infos et analyses libertaires, la radio du Fond de la ville de Perpignan vous invitent à un rassemblement libertaire international à Bourdigon du 3 au 11 juillet 1982. Ce rassemblement se déroulera sur un lieu qui jusqu'ici a permis de passer des vacances libres et gratuites et où l'on veut construire un camping trois étoiles... Pour dire non aux vacances encadrées, pour débattre autour de différents thèmes (proposés en début de camping), pour donner au mouvement libertaire le moyen de montrer que la lutte pour la défense des sites naturels et des espaces de vie libre est une de ses priorités. « La dernière née à Perpignan est Radio Fond de la ville (94,1 MHz), animée par un groupe de libertaires. Curieusement, c'est peut-être au niveau de la radio que l'on est le plus élaboré. Les cassettes sont mixées et travaillées avant d'être diffusées à l'antenne, évitant ainsi les blancs et les bafouillages » (Le Monde du 8 juin 82). Contacts : liaison FA Béziers, CES BP 4030, 34325 Béziers Cedex.

AMIS LECTEURS

QUITTE à râbacher, nous devons répéter que *Le Monde libertaire*, pour vivre, a besoin de votre soutien. Inlassablement, nous devons faire appel à vos souscriptions, car, vous le savez, notre journal ne bénéficie d'aucune subvention occulte, publicité ou don compromettant notre liberté. Mais vous en êtes conscients puisque depuis le 2 novembre 1981, date à laquelle nous annoncions notre volonté de doter *Le Monde libertaire* de quatre pages supplémentaires, nous avons pu recueillir plus de 50 000 F.

Malgré nos efforts, notre situation financière ne s'est pas améliorée, et notre journal demeure déficitaire, et ne peut que le demeurer puisque nous refusons les courbettes avilissantes face à tous les pouvoirs, financiers, religieux ou politiques. De ce fait, nous interrompons, comme chaque année, la parution du *Monde libertaire* pendant les mois d'été, du 8 juillet au 16 septembre.

Mais notre librairie restera ouverte, et vous pourrez bénéficier de ses services en vous rendant au 145, rue Amelot ou en commandant des ouvrages. Nous continuerons à traiter les commandes des livres disponibles en 24 h. A ce propos, notre nouveau catalogue est paru, contenant plus de deux mille titres sur soixante-quinze pages. Ce catalogue peut être envoyé sur demande contre 3,20 F en timbres. N'oubliez pas qu'acheter nos livres à la librairie du *Monde libertaire*, c'est aussi soutenir nos œuvres.

Saluts anarchistes
Les administrateurs
J. RÉMOND - P. BEDOS

SOUSCRIPTIONS :

LEBRUN Dominique 50 F, *El Compa* (journal anarchiste mexicain) 152 F, FOISON Christian 60 F, MERCHADOU Paul 200 F, MAUPOIX René 300 F, VEDRENNE René 50 F, GRECO Salvatore 50 F, BINOCHE Armand 60 F, NARDI Joseph 50 F, ROLLIN Simone 50 F, MARROT Michel 50 F, KRISKE 50 F, KELLOUD 50 F, JULIOT Narcisse 30 F, PREVOT Robert 100 F, Paulo 100 F, Gr. E. RECLUS 93 F, LAPEYRE Odette 250 F, SCUDELLER Maurice 50 F, FOISON Christian 100 F, vallet arsène 50 F, VIGNAUD Jean 100 F, DURAND Roger 45 F, GABRIELLE Claire 100 F, PUBLICO 100 F, BARTENNETTI Daniel 50 F, VERDIER Philippe 200 F, TESTE Bernard 50 F, ROCHARD Jean-Pierre 50 F, BAZIN Pascal 100 F, MAK-EDERY 200 F, VAQUE-MARTI 100 F, Liaison CHATELLERAULT 60 F, RECEVEUR Andrée 30 F, TASTARD Yves 100 F, AUDOIN Jean-Marc 50 F, MARTINIZ CELEDONIO 50 F, VAZELLE Patrick 50 F, RÉMOND Jacques 50 F, RAPPALINI Yvonne 50 F, TEX 250 F, WOH Jean 50 F, ALLOT Jean-Michel 50 F, ALCON Marcos et LANDAU Katya 300 F.

Virements automatiques :

Gr. d'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, LEGUEN Alain 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 300 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14* 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. JACOB 80 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BÉZIERS 50 F, BOUZENDROFFER 50 F, Gr. PRUDHOMMEAUX 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-DEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉCARD 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE S. 50 F, Gr. de BOBIGNY 50 F, Gr. de ROUEN 50 F, BABIN 100 F.

Total des souscriptions : 4 190 F.
Total des virements automatiques : 4 660 F.
Totaux précédents : 51 231 F.
Nouveaux totaux : 64 741 F.

Gala du groupe de Besançon avec Léo Ferré



Le 25 mai dernier s'est tenu au Lux notre gala annuel. Les 700 personnes présentes, des jeunes en majorité, garderont un bon souvenir de cette soirée qui, débutée par trois interventions sur le thème d'une année de pouvoir socialiste, au niveau régional et national, se poursuit avec la participation de Léo Ferré qui, pendant trois heures, prit possession de la scène et communiqua à la salle sa révolte et sa tendresse, avec son talent habituel.

Cette soirée nous a également permis d'exposer de nombreuses affiches de la Fédération anarchiste, de diffuser massivement *Drapeau noir* et de présenter aux personnes intéressées un large échantillon de la littérature anarchiste.

Nous nous retrouverons tous l'année prochaine avec un autre artiste de talent.

Groupe Proudhon (Besançon)

EDITORIAL

Et voilà, nous y sommes. Après les fastes de Versailles, après la fête, on nous serre la ceinture ! Malgré les propos léniants, malgré les folles promesses et en dépit même des assurances renouvelées par Mitterrand le 9 juin à l'Elysée, le gouvernement socialo-communiste s'est résolu à dévaluer.

Cette mesure était inévitable, car elle était imposée par la crise économique (qui bat toujours son plein, en dépit des déclarations fracassantes), par l'inflation galopante qui sévit toujours..., par la logique même de l'exploitation capitaliste (voir l'article traitant de l'inflation en page 12). Ce qu'elle a de marquant, c'est qu'elle fait indubitablement la preuve que la gestion du capitalisme par la gauche se heurte aux mêmes impératifs que celle de la droite : préserver à tout prix les profits de la bourgeoisie. Quel que soit le gouvernement en place, « le régime politique auquel elle (la société) est soumise est toujours l'expression du régime économique qui existe au sein de la société. L'organisation politique ne change pas au gré des législateurs (...); elle se façonne, elle se fait au régime économique dont elle est toujours l'expression et, en même temps, la consécration, le maintien » (1). On peut épiloguer à n'en plus finir et retourner le problème dans tous les sens, mais la réalité est là, c'est celle de la logique même du capitalisme !

Mais ce qu'il y a de véritablement navrant dans cette mesure, c'est la manière dont on l'a prise. On se rappelle la polémique qui avait surgi, au début du mois, autour de l'entretien accordé à des journalistes américains par Mitterrand et du démenti formel et outré que ce dernier avait alors opposé aux rumeurs de dévaluation. Cette position avait d'ailleurs été confirmée, le 9 juin, par Mitterrand qui avait à cette occasion justifié la gestion économique (et la perte annuelle de 5% de la valeur du franc) (2) de son prédécesseur à l'Elysée et qui était allé jusqu'à bannir l'idée même d'austérité. Que la coalition socialo-communiste soit amenée aux mêmes expédients que n'importe quel autre gouvernement, cela est logique avec la nature même du système socio-économique en place. Mais pourquoi utiliser des ficelles aussi grosses, si ce n'est pour cacher leur totale impuissance à changer les choses ; si ce n'est qu'ils nous prennent pour des cons ?

Pourtant, le plus grave dans l'affaire, ce ne sont pas les 10% de dévaluation eux-mêmes, mais bien les mesures qui accompagnent cette décision. Imposer le blocage des salaires, c'est une fois de plus faire payer les frais de la crise aux travailleurs sur lesquels pèsent déjà les très graves conséquences du licenciement, du chômage, de l'inflation, de la baisse de leur pouvoir d'achat, etc. Et ce n'est pas le blocage des prix qui rompra le cercle infernal de la misère et de l'exploitation de très nombreux travailleurs, car on sait ce qu'il en est de l'habileté des capitalistes à détourner ce genre de mesures qui se sont d'ailleurs toujours conclues par un échec cuisant.

Opposer le blocage des salaires à une inflation de 15% par an, c'est diminuer les salaires d'autant. C'est agir à l'opposé des intérêts des travailleurs pour lesquels la solution immédiate consisterait à imposer l'échelle mobile qui leur permettrait au moins de sauvegarder le minimum vital en attendant d'en finir définitivement avec ces sociétés d'iniquités.

(1) Pierre Kropotkine : « Paroles d'un révolté : le gouvernement représentatif », page 135.
(2) Depuis le 10 mai, le franc a déjà perdu 18,5% de sa valeur.

Compte rendu de la fête du groupe Louise-Michel

Le groupe Louise-Michel a organisé le samedi 19 juin, de 14 h à 20 h, au square Jehan-Rictus, place des Abbesses (18*), sa fête annuelle.

De nombreuses associations du quartier étaient présentes : Comité Salvador, Comité de soutien à Solidarność (18*), Radio Solidarność, Centre d'art collective, Ligue des droits de l'homme, et bien sûr, Radio-Libertaire, Publico et le stand du groupe Louise-Michel.

Des débats furent organisés autour d'un thème central : « Un an de pouvoir socialiste : nos

propositions. » Le débat le plus suivi fut celui sur le fédéralisme.

Outre les stands et les débats, une animation s'est déroulée pendant l'après-midi, avec la participation de poètes et d'un chanteur.

Nous sommes satisfaits de la tenue de cette manifestation qui s'est déroulée « à la bonne franquette », et où beaucoup de gens du quartier sont passés.

Nous pensons renouveler l'expérience l'année prochaine, tout en continuant à lutter avec les associations du 18* pour obtenir une maison de quartier.
Groupe Louise-Michel

MANIFESTATION MILITARISTE



En mars dernier, l'armée a manœuvré du 8 au 12 sur la commune de Ribérac en Dordogne. Les militaires campaient dans une salle municipale, dans les locaux scolaires, sur les parkings du gymnase et du lycée. Ils manœuvraient à l'arrivée et au départ des cars scolaires. Des matchs de foot et de volley ont été organisés avec des élèves et des enseignants...

Plusieurs habitants du ribéraçois ont voulu à cette occasion donner une autre vision de l'armée que celle de cette joyeuse colonie de vacances. Ils ont développé leurs opinions sur le désarmement et la défense non violente, en diffusant à une dizaine un tract aux portes de la cité scolaire.

Les gendarmes ont établi un procès-verbal à trois d'entre eux pour infraction à l'arrêté préfectoral d'octobre 1950, stipulant qu'il est interdit de distribuer des tracts aux abords des établissements scolaires. Ils sont tous trois inculpés et convoqués au tribunal de Ribérac le 2 juillet.

Or, chacun sait que des dizaines de distributions de tracts ont lieu devant les lycées sans que personne ne soit inquiété. De son côté, l'armée a toute latitude pour organiser des réunions de propagande à l'intérieur des établissements scolaires, inviter des élèves à des visites publicitaires de leurs installations, distribuer des prospectus enchanteurs sur les carrières militaires. L'utilisation de l'arrêté préfectoral est donc bien un prétexte pour préserver le monopole de l'armée sur l'information la concernant.

Les antimilitaristes pourront-ils supporter longtemps encore ces provocations ? Ici comme dans d'autres domaines, la gauche montre son visage. Les masques tombent ! Les antimilitaristes doivent se ressaisir et agir avec vigueur avant qu'il ne soit trop tard.

Bruno (liaison Périgueux)

Vols au-dessus d'un nid de cigognes

On a beaucoup parlé du conflit Talbot ces temps-ci. L'importance de la maison et la dimension donnée au mouvement des grévistes a trouvé écho dans la presse nationale. Mais il y a des petites entreprises qui ferment sans tambour ni trompette, et les conséquences de ces fermetures sont tout aussi importantes. Voici l'histoire de l'une d'elles dans cette Alsace sclérosée par l'Église et régie par un conservatisme effréné.

Un beau matin : réunion extraordinaire du comité d'entreprise. Tiens donc ! Il n'a pas d'excursion ni de soirée d'animation prévues, les bleus de travail ont été distribués et la buvette récemment équipée d'un frigidaire (1). Que se passe-t-il ? La direction annonce froidement, sans sourcil, que les conditions économiques ne lui permettent plus d'assurer le bon fonctionnement de l'entreprise, qu'il va falloir recourir à des mesures d'urgence et draconiennes : une vingtaine de licenciements. Après, on verra. Et voilà, les dés sont jetés. Vingt hommes et femmes qui n'ont plus de travail. La majorité d'entre eux sont des ouvriers, des manœuvres ; il y a quelques employés de bureau. Quelques de la direction ni de cadres.

Quelles sont les réactions ? Abattement, déception, dégoût devant une direction paternaliste qui se vantait de pratiquer la gestion directe ! (Il doit y avoir erreur sur le mot !). D'autres espèrent vainement que l'Inspection du travail rejettera leurs noms pour diverses raisons. D'autres encore se sont réfugiés dans la prière (eh oui, ma bonne dame !). On accuse à tort et à travers le gouvernement socialiste, les propriétaires allemands du groupe dont l'entreprise est une filiale, les coûts de production, les coûts de gestion. Ce ne sont là que des échappatoires qui masquent le vrai problème : le profit. Les bénéfices ne disparaissent jamais, simplement ils diminuent. Et lorsqu'ils diminuent, les exploités ferment boutique et vont s'installer ailleurs, où ils pourront toujours se remplir les poches sur le dos des exploités.

Mais il y a plus grave : l'incapacité des salariés à faire front à une telle situation. Il n'existe aucun syndicat, la direction y étant fermement opposée. La gérance a créé volontairement une distinction entre employés et ouvriers ; les premiers ayant l'honneur immense de participer aux soirées culturelles, les seconds n'étant bons qu'à trimballer les ordures ménagères du pa-

tron. Un des slogans était « sauver l'entreprise », c'est-à-dire ne pas avoir d'augmentation de salaires pendant douze mois et se voir gratifier au 1^{er} janvier de 100 F avec une lettre d'accompagnement style « serrez la ceinture, les temps sont durs » ! Au moindre mouvement de contestation, la direction agitait le spectre du chômage. Maintenant, c'est fait. Tout le monde à la porte, sauf un flot de privilégiés qui gèrera le dépôt. Le comité d'entreprise, c'était un mirage. Il lui reste de l'argent en caisse, et il veut faire un repas d'adieu. C'est à hurler !

Comme à la guerre, où nous sommes les otages des gouvernements, dans le monde du travail, nous sommes à la merci des exploités de tous poils. Plus que jamais, nous devons affirmer notre volonté d'émancipation complète de tous les systèmes qui planifient l'anéantissement de l'individu en regroupant nos forces éparpillées, en luttant contre l'exploitation économique, contre les tutelles de conscience, en opposant au système étatique les propositions anarchistes d'organisation de la société.

Martine
(liaison Bas-Rhin)

(1) C'est à ce rôle que se limitait le comité d'entreprise.



USINOR-DUNKERQUE : CONTRE L'ÉTAT-PATRON

TOUT le monde se souvient des luttes des sidérurgistes de 1979 contre les plans de restructuration des patrons et du gouvernement, luttes parfois radicalisées, mais qui se terminèrent en queue de poisson.

La CFDT adopta très vite au plan national une politique d'acceptation de la restructuration, négociant pour obtenir quelques miettes pour les travailleurs. Elle se heurta à l'opposition de ses propres militants de Longwy, et à Usinor-Dunkerque. Ceux de Longwy, trop nombreux, furent « épargnés » (charité chrétienne oblige...) ; ceux d'Usinor-Dunkerque furent exclus après une campagne de calomnies digne de la pire époque stalinienne. La plupart d'entre eux rejoignirent alors la CGT qui, au moins en paroles, avait adopté une position plus ferme vis-à-vis des plans patronaux.

Mais pour ceux qui, comme l'UL 8/9 Paris, l'UD Gironde ou le Centre de tri de Lyon, génaient l'évolution démocratique de la CFDT, les contraintes de la CGT furent trop grandes.

C'est en mars 81 qu'ils décidèrent de quitter la CGT pour se constituer en Syndicat de lutte des travailleurs. Comme ils le disaient dans leur déclaration : « Si nous avons pris cette décision, ce n'est pas pour le plaisir d'avoir un syndicat supplémentaire à Usinor-Dunkerque. Après avoir essayé de mener un certain combat sur notre conception du syndicalisme, sur les problèmes à mettre en avant, sur ce qui n'allait pas dans un certain nombre de « grands syndicats », nous en sommes arrivés au résultat que la seule expression qu'on nous proposait c'est de payer son timbre et d'appliquer ce qui tombe d'en haut. »

Comme ils l'expliquaient plus loin, pour eux, à Usinor-Dunkerque, créer le SLT c'était créer un meilleur instrument de lutte contre le patronat, c'est cela qui est déterminant pour le syndicalisme en général et l'anarcho-syndicalisme en particulier.

Depuis le 10 mai, la situation a changé puisque l'entreprise a été nationalisée, ... le patron loge dans les beaux quartiers près de la place de la Concorde à Paris ! Cela pose des problèmes, surtout quand au début du mois il y a eu un accident à l'usine : deux morts, quatre blessés graves. Les consignes de sécurité n'étaient pas respectées... On se demande à quoi servent les CHS (Comités d'hygiène et de sécurité). Les syndicats représentatifs protestent formellement, le SLT, lui, attaque nominalement les responsables légaux : le directeur et le chef du personnel. Ça ne plaît pas, car derrière eux, c'est l'Etat et il y a eu le changement...

Les camarades d'Usinor-Dunkerque organisés aujourd'hui au SLT seront toujours des gèneurs ! Ils poursuivent leur combat pour un syndicalisme libre (« Le syndicat de lutte des travailleurs ne combat pas pour un pouvoir, mais pour l'émancipation des travailleurs »), contre toute compromission politique ou étatique. Nous devons les soutenir car leur combat est au cœur du problème de l'intégration du syndicalisme à l'Etat.

Alexis Pierre



NON A LA LIGNE T.H.T. GRAVELINES-PARIS

Il y a peu de temps, nous avons pris connaissance d'un nouveau projet d'EDF : la création d'une ligne très haute tension de Gravelines à Paris dont le trajet passerait dans la Somme.

Examinons donc les menues nuisances de ces lignes qui peuvent transporter un courant de 400 000 à 750 000 volts.

L'effet couronne qui se manifeste au-delà de 30 000 volts consiste en une ionisation de l'air autour des conducteurs accompagnée d'un effet lumineux. C'est cet effet qui est responsable du grésillement constant et irritant produit par les lignes. Leur ampleur varie en fonction de la tension transportée et des conditions atmosphériques.

« C'est un bruit de soie froissée, étrange et crispant qui ne s'arrête jamais. La tête nous tourne, nous n'en pouvons plus », disent par exemple les habitants de Champlan à 25 kilomètres au sud de Paris qui vivent sous 96 câbles de 225 000 volts. L'ionisation de l'air se traduit d'autre part par la formation d'aigrettes le long des câbles. Pour les lignes de forte puissance, il peut se produire par temps humide des amorçages électriques de plusieurs mètres capables de provoquer des incendies, ce qui peut compromettre la culture des arbres fruitiers à proximité des lignes et en tous cas exige des abattements supplémentaires pour les traversées de forêts.

L'effet couronne cause également une pollution chimique de l'air, par production de gaz

toxiques : ozone et oxydes d'azote.

L'ozone, fortement oxydant, provoque le dépérissement des plantes herbacées et ligneuses à partir de 50 parties par milliard. Cette même proportion provoque chez l'homme des irritations respiratoires. Les oxydes d'azote, également instables, se transforment instantanément en peroxyde d'azote qui produit à l'air humide de l'acide nitrique et de l'acide nitreux.

Enfin, cet ensemble de phénomènes occasionne une perte de puissance considérable : de 50 à 200 wattmètres pour une ligne de 765 kilovolts toujours suivant les conditions atmosphériques. Ces pertes viennent s'ajouter aux pertes par échauffement dans les conducteurs et aux pertes dans les transformateurs.

La création de champs électromagnétiques — Les lignes THT créent dans leur espace environnant des phénomènes électriques de deux natures : électromagnétique et électrostatique. Le premier se traduit par l'induction dans un autre conducteur placé à proximité d'un courant alternatif de même fréquence que le courant inducteur, ce qui interdit pour une économie d'espace l'implantation des lignes parallèlement aux voies de chemins de fer et aux lignes téléphoniques. Celles-ci seraient alors inopérantes, tandis que les signaux de chemins de fer se déclencheraient intempestivement. Le second crée des charges stationnaires dans les objets métalliques isolés du sol, du genre automobiles ou engins agricoles, qui se

comportent avec la terre comme les deux armatures d'un condensateur. Il sera donc préférable de s'équiper de semelles isolantes avant de saisir la portière d'un véhicule sous une ligne THT ! D'autre part, les champs électriques ont la fâcheuse particularité de se concentrer de 10 à 15 fois autour du premier obstacle rencontré (un homme par exemple) et également de se faufiler à la faveur des filets d'eau, de se concentrer loin de leur leur point d'émission et de se manifester violemment dans des endroits « favorables ». Plus la tension de transport augmente, plus ces phénomènes se manifestent de façon spectaculaire. C'est ainsi que sur les lignes de 765 kilovolts, les champs électriques peuvent être mis facilement en évidence à hauteur d'homme avec un tube fluorescent ordinaire qui s'allume... à 6 000 voltmètres. Les Américains ont pu également mesurer que des engins de la taille d'un tracteur ou d'une moissonneuse-batteuse avaient la capacité de libérer des charges interdisant à un enfant de lâcher prise.

L'électrocution par contact direct est encore le seul danger reconnu officiellement des lignes THT. Pourtant, les lignes à haute tension qui occupent les grands espaces au-dessus des territoires habités sont source de champs électromagnétiques de fréquence 50 hertz. Des mesures ont montré que l'intensité la plus forte du champ est au point de fléchissement le plus grand des câbles. A cet endroit, le champ

est de 3 000 à 5 000 volts par mètre pour une ligne de 330 000 volts, de 7 600 à 8 000 volts par mètre pour une ligne de 500 000 volts et de 10 000 à 15 000 volts par mètre pour une ligne de 750 000 volts. Il faut s'éloigner à plus de 50 mètres du câble le plus extérieur de la ligne pour que l'intensité du champ devienne négligeable. Dans les lieux habités, il peut donc arriver que l'être humain soit exposé à des champs de 15 000 volts par mètre.

Des expériences ont prouvé que le comportement des animaux était modifié par les champs électriques. Au début de l'expérience, les animaux soumis à 5 000 volts par mètre étaient excités et présentaient une activité motrice anormale qui évoluait au cours de l'exposition en un état passif et de sédation. En outre, des zones de pertes de poils ainsi qu'une congestion locale des muqueuses du nez et des yeux étaient observées chez les rats exposés. Ces observations sont à rapprocher de celles d'autres chercheurs qui ont décrit des laryngites, pharyngites et rhinites chez le personnel exposé aux lignes à haute tension. En exposant des souris pendant quatre mois à des champs faibles de 1 000 volts par mètre, on a découvert qu'une enzyme primordiale du cerveau, l'acétylcholine esterase, perdait plus de 40% de son activité. D'autre part, la fixation d'iode par la glande thyroïde est diminuée de moitié par les champs électriques de 1 000 à 5 000 volts par mètre.

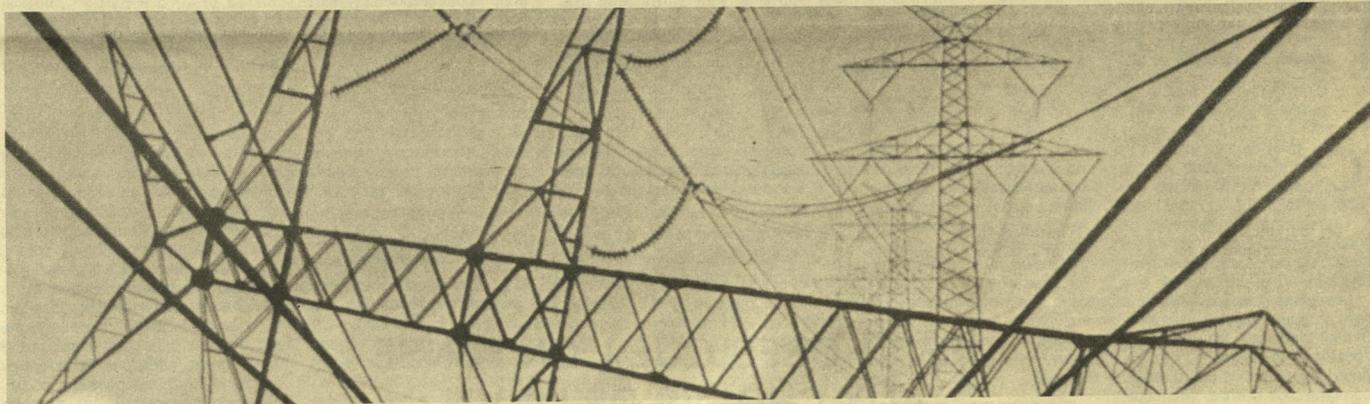
Le métabolisme énergétique est également perturbé par les champs de 1 000 à 5 000 volts par mètre. Trois générations successives de souris ont été élevées dans un champ de 15 000 volts.

A chaque génération, les animaux exposés étaient plus petits que les animaux témoins. On a également observé un affaiblissement des fonctions reproductrices des rats mâles et femelles sous l'effet des champs électriques : fertilité plus longue, défaut de développement des organes de reproduction, animaux nouveaux-nés plus petits et plus faibles...

L'étude expérimentale a donc montré que ces champs électriques avaient une action physiologique réelle. Leur action préjudiciable à l'organisme peut se manifester pour une intensité égale à 1 000 volts par mètre. Le plus sensible est le système nerveux dont les modifications fonctionnelles impliquent un dérèglement des autres systèmes de l'organisme, en particulier de l'appareil endocrinien, mais aussi des processus métaboliques.

Dans un prochain ML, nous examinerons entre autres les problèmes posés par les couloirs de ligne à haute tension aux communes et aux agriculteurs concernés, ce qui permettra à ceux-ci d'assurer la défense de leurs intérêts et de leurs droits face à l'implantation ou au fonctionnement des lignes à haute tension.

Groupe anarchiste d'Amiens



ANGERS : LE GRAND SHOW DES MUNICIPALES A COMMENCÉ

La rentrée, à défaut sans doute d'être marquée sur le terrain social par des luttes de grande envergure, sera occupée politiquement par la course aux municipales. Nos oreilles n'ont pas fini de bourdonner des déclarations tonitruantes des divers représentants du personnel politique.

La défense de la mairie d'Angers pour la gauche et sa reconquête pour la droite sera sans nul doute un temps fort de cette bataille électorale.

Les élections ne constituent pas, pour nous anarchistes, un axe de lutte, ce qui ne nous empêche nullement bien sûr de nous pencher sérieusement sur elles. L'exemple d'Angers, dans le Maine-et-Loire, bastion de la droite s'il en est (tous les députés sont de droite) est une expérience socialiste beaucoup trop importante pour que nous ne l'analysions pas en profondeur, ce que nous ferons le moment venu. Il s'agit aujourd'hui de situer le décor avant la « grande bataille ».

En 1977, la population angevine envoie s'asseoir à l'hôtel de ville un conseil municipal PS, PC, MRG, qui connaîtra bien des aventures. Aujourd'hui, après cinq années de péripéties socio-politiques, la mairie d'Angers engage le combat pour la défense de la nouvelle « cité socialiste ». Les déclarations publiques, les pages politiques de la presse locale, les bulletins des différents partis sont désormais monopolisés en vue des élections de 83.

Monnier, maire de son état, s'est récemment jeté tête baissée dans la mêlée en publiant dans *Ouest-France*

un sondage réalisé par la SOFRES révélant que 75% des Angevins se déclaraient satisfaits de la gestion de la ville par l'équipe socialiste.

La politique de grands travaux (plateau piétonnier, parkings, jardin public, nouvel hôtel de ville, sans compter l'ouverture prochaine d'une patinoire et d'un palais des congrès), l'éviction des communistes des postes de responsabilité municipaux, la poigne de fer de cet ancien dirigeant CFDT, son apparition publique à toutes les occasions, ont fortement contribué à cette popularité.

Tous ces facteurs ont réussi à faire oublier le caractère dictatorial des décisions prises par Monnier, la violente évacuation par les gardes mobiles du théâtre municipal occupé par les étudiants en grève, le pourrissement de la grève des bus en 79, les multiples problèmes avec les associations culturelles (MJC et centres d'animation), ses attaques contre l'IVG et l'école publique.

Comme ils ont contribué à passer sous silence les déchirements au sein de la Fédération PS du Maine-et-Loire, résolument rocardienne, entre les partisans de cette tendance et la minorité mitterrandiste, désaccords tranchés par le bureau national dans une décision mi-figue, mi-raisin. Face à lui, la droite tente de se ressaisir, l'ancien maire Jean Turc refait son apparition sur la scène politique après des années d'absence ; le CDS et le RPR passe par-dessus la tête de l'UDF et signe un accord politique pour une liste commune en 83. Cette droite, pourtant solidement implantée au

conseil général, à la représentation parlementaire, dans tout le reste du département, semble impuissante à refaire ses forces et à proposer une critique sérieuse et élaborée des cinq ans de gestion de la ville par Monnier. Mais sans doute garde-t-elle des cartes dans son jeu qui dépasseront les slogans primaires des « socialistes chantant les communistes » que déversent par certaines d'affiches les excités de l'extrême-droite sur les murs de la ville.

Donc, un Monnier somme toute en bonne position s'appuyant sur une politique de socialisme de droite avec le soutien d'un PC à l'état de groupuscule (7% aux dernières élections, quoique détenant les commandes de la CGT et de la FEN 49), une droite qui commence à se ressaisir, soyons sûrs que les municipales à Angers auront une importance considérable sur le plan national, car il s'agit de tirer le bilan de la gestion d'une ville conquise il y a cinq ans par les socialistes dans un des plus forts bastions de la droite.

Il y a cinq ans, notre groupe appelait à l'abstention face à toute cette volée de notables politiques. Nous tirerons nous aussi une analyse et un bilan de cette expérience socialiste à Angers et les feront connaître à nos concitoyens, d'une façon plus élaborée, nous l'espérons, que la récente enquête de *Liberation* sur Angers, journalisme parisien venant croquer ses petits pieds pendant une semaine en province.

Groupe d'Angers

LE P.C.F. ET LE PACIFISME : BAS LES MASQUES !

LE capitalisme porte la guerre en lui comme la nuée porte l'orage, disait ou aurait pu dire Jean Jaurès (je ne suis pas très sûr de la « paternité » du propos, mais ça n'a aucune importance). C'était vrai hier, ça l'est encore aujourd'hui, et si le capitalisme se survit encore un temps, cela risque de l'être demain.

Aujourd'hui comme hier, en effet, la crise économique mondiale qui ravage les économies occidentales et nord-américaine, qui leur fait pisser le chômage par le nez et les oreilles et qui fait tourner leurs appareils de production au ralenti, pose le problème de la guerre comme le moyen de faire repartir la machine après le grand coup de balai destructeur. Bien évidemment, comme un choc frontal entre les deux super-puissances n'est pas envisageable de par leur surarmement nucléaire et que les conflits localisés du genre de ceux qui ont lieu dans le Tiers-Monde ne sont pas suffisamment destructeurs pour réarmer la pompe d'un profit à la recherche de son second souffle, la guerre comme solution à la crise économique mondiale est à l'ordre du jour des moyennes puissances. En clair, l'Europe constituerait le champ de bataille idéale. D'une part, les pays européens, en supportant la poids des destructions, seraient éliminés de la course à la mainmise sur le marché mondial, et d'autre part, leur reconstruction permettrait à l'appareil de production nord-américain de tourner à plein régime. Et puis, un tel conflit satisfait en grande partie l'empire des nouveaux tsars dont chacun sait qu'il n'a pratiquement que la guerre de conquête comme solution aux contradictions qui le minent de l'intérieur.

Bref, l'hypothèse d'une guerre entre les deux blocs, limitée à la seule Europe, est une idée qui commence à faire son chemin dans la tête des malades mentaux qui tiennent le destin du monde entre leurs mains. Là se situe tout le sens de la course aux armements à laquelle se livrent actuellement Russes et Américains à travers SS 20 et Pershings (missiles de moyenne portée, rappelons-le) interposés. Là est également l'explication de la formidable vague pacifiste qui a déferlé depuis un an sur l'Europe. La jeunesse européenne, et on la comprend, ne tient pas à être le dindon de la farce.

Dans ces conditions qui sont celles d'une menace de guerre en Europe, se précisant chaque jour un peu plus, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le réflexe de survie qui anime les manifestants de Bonn, Londres, Bruxelles, Paris... et qui fait descendre les foules dans la rue, constitue un enjeu politique et stratégique de toute première importance pour les deux super-grands. Les États-Unis n'ont pas intérêt à ce que le mouvement prenne trop d'ampleur. L'URSS a intérêt à ce que la colère pacifiste se concentre, et c'est le cas actuellement sur les seuls Pershings américains. Et puis, c'est le troisième volet de la partie de bras de fer qui se joue actuellement, pour les révolutionnaires que nous sommes, la vague pacifiste du moment constitue également un enjeu. Pour aller vers un pacifisme plus « saignant », plus authentique (c'est-à-dire en opposition aux deux impérialismes), plus antimilitariste et donc plus susceptible de mettre le pied à l'étrier de la révolution sociale.

Dans cette optique, nos efforts doivent se diriger dans deux directions. D'une part, il nous faut dénoncer les ambiguïtés du moment (les Pershings américains sont actuellement la seule cible du mouvement) et peser de tout notre poids pour que cette clarification stratégique s'accompagne d'un saut qualitatif dans la prise de conscience pacifiste (en direction du désarmement et de l'antimilitarisme). Et d'autre part, il nous faut dénoncer à toute force les sous-marins qui orientent actuellement directement ou indirectement la stratégie hémis-

plégique du mouvement pacifiste. En clair, il s'agit dans ce second aspect de notre action de faire que le mouvement pacifiste rejette une bonne fois pour toutes ses « compagnons de route communistes » d'aujourd'hui.

Le PCF, en effet, pour ce qui concerne notre pays, chapeaute le mouvement pacifiste à différents niveaux. Tout d'abord, en se présentant en tant que tel comme partisan de la paix et du désarmement, et donc comme l'allié privilégié du mouvement pacifiste. Ensuite, en participant à travers le Mouvement pour la paix (organisation qui contrôle entièrement) au mouvement pacifiste. Enfin, en influant directement ou indirectement sur la stratégie et l'idéologie du mouvement pacifiste. Trois niveaux sur lesquels nous devons combattre simultanément.

Démontrer que le PCF n'est pas plus partisan de la paix et du désarmement que le pape du rationalisme n'est pas très difficile. Désarmement bien ordonné commence par soi-même, et le PCF, actuellement au pouvoir avec les socialistes, s'accommode très bien de la bombinette française et de l'armée (de gauche désormais) française. Et puis la paix, n'est-ce pas, ça concerne également l'Afghanistan, le Cambodge, la Hongrie en 56, la Tchécoslovaquie en 68, et la Pologne aujourd'hui.

Démontrer que le PCF, qui se réclame de la paix mais pas du pacifisme, manipule entièrement le Mouvement pour la paix, n'est pas non plus très difficile. C'est un secret de polichinelle.

Démontrer l'influence stratégique et idéologique néfaste du PCF, par contre, est un peu plus coton. Le PCF, en effet, ancre sa stratégie exclusivement anti-américaine sur deux séries d'arguments : tout d'abord, dans celui du déséquilibre des armements en faveur des USA. Pour lui, les Pershings viennent accentuer ce déséquilibre. Ensuite, dans celui du pacifisme « foncier » de l'impérialisme soviétique qui ne s'arme que contraint et forcé par le volontarisme américain en la matière. Et s'il est aisé de démolir l'argument du pacifisme foncier du fascisme rouge, l'analyse du rapport de forces exact entre les armements américains et soviétiques est plus délicate parce que très technique et suscitant des opinions contradictoires.

Ensuite, au niveau idéologique, celui qui nous importe peut-être le plus : le PCF fait tout ce qu'il peut pour réduire le pacifisme à un vague humanisme. Et là, il nous faut expliquer la non-fiabilité de ce genre de pacifisme dans la mesure où il ne remet pas en question le système politique, économique et social qui conduit à la guerre. Et c'est là que nous devons démontrer la nécessité d'un pacifisme antimilitariste et révolutionnaire comme condition indispensable à l'avènement de la paix. En d'autres termes, il nous faut faire la preuve du slogan : Si tu veux la paix, prépare la révolution.

Quoi qu'il en soit, cette tâche de démythification, de dénonciation et d'explication nous incombe, et les difficultés ne doivent pas nous faire baisser les bras. L'ombre de la guerre est là, qui plane sur nos têtes. Le réflexe pacifiste de survie est également là bien présent, puissant mais ambigu. Aux révolutionnaires que nous sommes de clarifier les choses au maximum, de faire tomber les masques et de faire que la vague pacifiste aux couleurs de l'allégeance à l'impérialisme soviétique se transforme après une cure de désintoxication en une tempête révolutionnaire susceptible de briser à jamais les impérialismes d'Est et d'Ouest et le système d'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme dans lequel ils plongent leurs racines.

Jean-Marc RAYNAUD

COMBIEN sommes-nous à rêver chaque jour de parvenir à mettre nos actes au diapason de nos idées ?

Combien de déceptions et de renoncements faut-il vivre pour cesser d'espérer voir nos actions rejoindre nos principes ?

Les luttes dont nous parlons sont toujours visibles et collectives. L'armée, les femmes, l'écologie, le nucléaire, etc., ne nous dissimulent-ils pas d'autres combats plus intimes, plus sournois, moins grandioses que nous avons à mener quotidiennement contre nous-mêmes, contre ces contradictions que nous vivons et qui nous interdisent de nous sentir libres de nos choix et de nos comportements ?

Combien sommes-nous à lutter contre l'armée et à ne pas l'avoir faite ? Combien sommes-nous à approuver la lutte des femmes ? Mais les connaissons-nous, les comprenons-nous vraiment ?

Et l'écologie ? Me suis-je demandé avec quels arbres était fait ce papier sur lequel je perds peut-être mon temps en écrivant ces lignes ?

A quelle lampe est-ce que je m'éclairerai et à quel radiateur je me chauffe sinon à celle et à celui qui fonctionnent grâce, en partie au moins, à l'énergie dispensée par le nucléaire ?

Sans cesse, reconnaissons-le, nos combats avoués au grand jour se trouvent pris à contrepied par nos contradictions quotidiennes. Nos luttes et nos espoirs sont rarement notre re-

flet ; ils sont pris au piège de nos existences cachées, de nos survies inavouables. Et nous devons partout, à chaque instant, renoncer à la captivante tentation de renoncer.

Il nous faut continuer à lutter, car nos vies ne sont pas ce qu'on nous impose qu'elles

l'on ne risque point, à la longue, d'oublier nos objectifs pour finir par se complaire dans l'existence qui nous est faite, que nous pouvons bannir au début, mais dans laquelle un bon débrouillard peut finir par trouver sa place.

DES CHOSES QUE L'ON PENSE AUX CHOSES DE LA VIE

soient ; elles sont avant tout ce que nous espérons en faire.

Je ne suis pas responsable de survivre parfois en dépit de mes idées. Mais je serais capable, si je me complaisais à désespérer de parvenir un jour à vivre autrement. On ne saurait se battre à seule fin d'oublier ses propres contradictions. On se bat pour changer d'existence afin de les supprimer.

Il n'est pas de meilleure recette pour notre propre équilibre que la transformation économique et politique de la société dans laquelle nous survivons et qui nous impose sa loi, d'où sont issues nos propres contradictions.

Lutter pour la liberté ne signifie pas que l'on vive libre, mais tout bonnement que l'on aspire à l'être.

C'est par un amalgame abusif et simpliste que certains pourraient nous reprocher de ne pas vivre selon les idées pour lesquelles nous luttons. Encore qu'il soit capital de savoir si

Qu'ils soient collectifs ou individuels, les exemples de tels choix ne manquent pas de foisonner : le système « D », les reniements et les « évolutions » idéologiques sont devenus monnaie courante.

Sans tomber dans un chauvinisme de mauvais goût, il faut bien admettre que les libertaires demeurent parmi les rares à continuer de défendre avec constance et opiniâtreté les conceptions économiques et politiques auxquelles ils croient. Je l'écris d'autant plus aisément que je n'appartiens à aucun groupe constitué, même si je tente à chaque occasion de défendre et de promouvoir le principe d'un système social de type anarchiste.

A ce titre, et par l'essence même de ses espérances irréductibles, le libertaire, plus que tout autre, doit garder à cœur de préserver avec vigilance un mode d'existence compatible avec ses idéaux. On ne saurait en effet accommoder l'anarchisme

au goût du jour ou bien à ses convenances personnelles, ainsi qu'il est loisible et coutumier de le faire avec d'autres organisations politiques, même les plus apparement progressistes.

La liberté que nous prônons ne souffre ni restriction ni amé-

Quant à ceux qui rétorqueraient qu'il y a déjà, avant tout, beaucoup à faire en France, je répliquerai que nos actuels gouvernants ne nous montrent pas plus la voie que ceux d'hier.

Comment croire que nos dirigeants aspirent sincèrement à plus de justice économique alors que le moindre député gagne dix fois plus qu'un smicard ? Et je ne parle pas de la considération dont il bénéficie et qui, en soit, constitue une sorte de rétribution morale et psychologique dont il apparaît difficile de dire le prix.

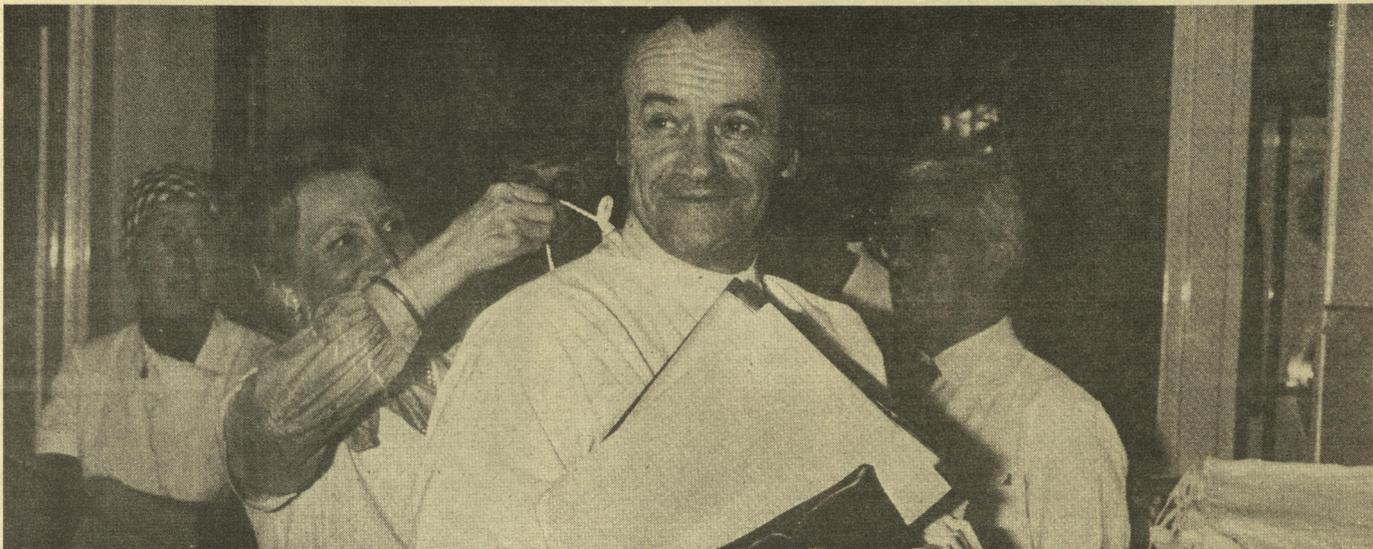
Qu'un député gagne dix fois plus qu'une grande partie de ses électeurs ne lui est nullement imposé. Ce n'est pas une question de survie. Il accepte et se complet dans cette situation qui fait de lui un privilégié.

Quelle que soit son appartenance politique, il convient donc de le combattre sans modération, car il porte en germe, et par l'exemple qu'il suscite, les iniquités qui devraient apparaître comme intolérables à tout individu soucieux du bien public, iniquités que nous combattons et que subissent chaque jour des millions de personnes.

Il est une chose de subir des contradictions qui nous sont imposées pour survivre ; il en est une autre de se complaire à les vivre, surtout lorsqu'on détient le pouvoir de les supprimer.

C'est le piège en tout cas dans lequel j'espère que bien peu de libertaires aspirent à tomber.

Serge LIVROZET



J. Ralite

Charte de la santé ou charte de l'industrie médicale ?

BIEN que présentée à la presse le jour ou presque du premier anniversaire de l'élection de François Mitterrand (13 mai 1982 exactement), la charte de la santé est sans doute le plus fumeux gâteau d'anniversaire qu'un gouvernement a jamais offert à la nation. Fumeux, car cette charte, au nom déjà prétentieux, est ridiculement fadasse en regard de l'enjeu. Un enjeu énorme d'un côté, sur les corps et les esprits de chacun ; de l'autre, en égard à l'économie intérieure : le secteur santé aborde le cinquième des salaires, vient au deuxième rang, après l'agriculture, pour le nombre de gens qu'il emploie, il a un budget supérieur à celui de l'Etat.

Le plus « fumeux, après avoir été le plus « fameux » document politique, tant il fut attendu et sut se faire attendre pendant des mois. Il devait venir après le tour de France de Jacques Ralite, compagnon du Devoir communiste, projeté sans préparation des pages théâtrales et cinématographiques de *L'Humanité* au bureau guindé de l'avenue de Ségur. C'était donc pour novembre, puis pour Noël... On dut attendre Pâques et laisser même passer la Trinité. Elle arriva enfin, la charte, mais expurgée et réduite à des banalités charitables qu'on croirait pondues, sous la dictée, par un militant cégétiste secouriste à l'occasion des grands départs de week-end.

Pourquoi cette ironie peut-être méchante de ma part ? Est-ce seulement parce que des dix propositions du candidat présidentiel, il ne reste strictement rien, au contraire, dans la charte ? Que l'Ordre des médecins vive toujours, contrairement aux promesses électorales, que le privilège archaïque et féodal du secteur privé à l'intérieur de l'hôpital public ne soit promis qu'à une lente auto-extinction, ce qui signe l'ambiguïté des intentions dans ce domaine, au fond cela n'est pas grave et démontre seulement que Mitterrand ou Ralite ignoraient et ignorent encore la puissance politique du lobby médical, fort de centaines de syndicats et soutenu par des groupes de pression colossaux. Ces groupes de pression ont à leur tête l'Ordre des médecins (budget annuel : plus de 50 milliards de francs lourds, grâce aux cotisations obligatoires, qui sont la troisième condition pour exercer la médecine en France), et l'industrie pharmaceutique surtout, dont les médecins sont les employés à domicile, tout comme les éleveurs de porcs ou de veaux en batterie sont les employés à domicile des firmes agro-alimentaires.

Il est vrai que l'industrie pharmaceutique était le plus gros « client » dans

la charrette des nationalisations. Mais quel intérêt pour la santé des Français — puisque c'est de cela qu'il s'agit, paraît-il — que les industries du médicament soient ou non sous contrôle d'Etat ? Aucun ! Et l'on pourrait même y voir un danger pour cette santé proprement dite, puisque toutes ces industries vivent de la maladie, les médecins au premier rang. Renault, sous régie d'Etat, premier producteur d'automobiles en France, ne pourrait raisonnablement être tenu pour responsable des accidents de la route en raison justement de son dynamisme. Si la société Ricard double ses bénéfices sur une année, on peut se poser des questions. Mais, en revanche, si Rhône-Poulenc atteint la taille équivalente de Renault grâce notamment aux subventions de l'Etat, cela signifierait que le Français, de premier consommateur de médicaments au monde, deviendrait le plus grand animal d'expérimentation pharmaceutique mondial. A l'heure où les singes et autres cobayes « soins médicaux » sont hors de prix, pourquoi pas ? Mais alors, ce parti étant pris, il faut l'avouer et ne plus parler de « santé », de ministre de la « Santé », de charte de la « santé ». Qu'on parle de « soins médicaux », de charte des « soins médicaux », et de ministre de la « Médecine ». Sinon, qu'on ne s'étonne pas que certains soient antimédicalistes, comme il y a des antimilitaristes !

Ce qui est en effet commun à la santé et à l'armement, c'est qu'au-delà d'un certain seuil, ces industries deviennent dangereuses pour l'être humain. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on camoufle les vocables en les inversant : le ministère de l'Attaque devient le ministère de la Défense, et le ministère de la Maladie devient le ministère de la Santé. Dommage, si l'on peut dire, que les médecins soient plus astucieux que les paras, car on découvrirait de temps en temps des charniers dans les sous-sols des hôpitaux comme celui qui vient d'être découvert en Algérie et qui date de la campagne de « pacification ». En matière militaire comme en matière médicale, il faut savoir lire à l'envers, du moins si on ne tient pas à être compté au nombre des victimes.

Des exemples de cette fumisterie sanitaire dans les quelques feuillets de la charte de Ralite ? Prenons l'affirmation généreuse et générale qu'il faut « faire fructifier les acquis de notre système de soins, le meilleur au monde ». Le meilleur au monde, on peut être fier, même si cela nous vaut la médaille d'or de la consommation médicamenteuse, laquelle ne nous empêche pas, à moins qu'il y ait même un lien entre elles, d'avoir tou-

tes les médailles de l'alcoolisme. (Pas un mot, soit dit en passant, sur ce véritable fléau français, dans la charte, qui parle d'or pourtant au sujet de la prévention, de la réduction des inégalités devant la santé, etc.).

Rappelons que notre système, soi-disant de santé, est basé sur :

- le libre choix du médecin par le malade, qui a donc droit d'aller voir, et il est remboursé d'autant, plusieurs médecins à la suite dans plusieurs endroits différents. Cela est parfois utile devant une grande décision à prendre, comme une intervention en cas de cancer, mais qui en règle générale est surtout bon pour la santé du PIB (produit intérieur brut) ;
- la liberté, pour le médecin, de prescrire ce qu'il veut. Aucun contrôle, par conséquent, sur les ordonnances, toutes potentiellement dangereuses, car comprenant une moyenne de 4,5 médicaments. Or, toute association de médicaments, même très courants, de plus de trois produits, comporte des risques d'intoxication que personne n'est à même de prévoir ni de soigner, la plupart du temps ;
- le secret médical, théoriquement fait pour protéger le malade et qui, dans les faits, ne protège que le médecin, parfois contre ce même malade. Les procès en responsabilité médicale en font foi. Leur instruction dure en moyenne sept années, ce qui est un scandale, car les victimes souffrent définitivement dans leur corps des conséquences de la négligence, l'incompétence ou la rapacité mercantile. Et ils se terminent, ces procès, par des condamnations légères d'une poignée de praticiens par an, alors que les morts et les estropiés par iatrogénie (causés directement par l'acte médical) se comptent annuellement par milliers. Les seules anesthésies feraient deux mille morts l'an, les banales opérations de l'appendicite, dont les trois quarts sont inutilement effectuées, causant quelque cent vingt morts sur la table d'opération.

L'inflation iatrogène, spectaculairement stigmatisée par *Némésis médicale* d'Ivan Illich, pourrait être limitée par la motivation financière basée non plus sur la maladie, mais la santé — ce à quoi bien sûr la charte dite de la santé se garde bien de faire allusion — mais aussi, au moins, par un rationnement des soins inutiles, des soins systématiques, tels les check-up, les bilans hospitaliers, et surtout par l'évaluation objective de l'efficacité des soins médicaux. C'est-à-dire l'évaluation de leur intérêt, non pas pour le porteur de la maladie ou de la clinique, ou même pour le budget de l'hôpital, dont la base de calcul est le taux d'occupation des lits, mais l'évaluation de leur in-

térêt réel pour la santé des — vrais — malades ;

- le paiement direct de l'acte, enfin, et l'entente entre le client et son médecin sur le prix de la consultation constituent la quatrième base sur laquelle est fondé notre système de soins.

Le premier, le paiement à l'acte, est la traduction pécuniaire du principe de la médecine moderne : mieux vaut traiter que prévenir, formulation inversée du proverbe « mieux vaut prévenir que guérir ». Il est compréhensible, je veux dire humain, que la corporation médicale ne tienne pas à scier la branche sur laquelle elle est solidement perchée. D'autant que rien, du moins dans les faits, ni personne, n'empêche un médecin de multiplier les actes médicaux. Gérard Mérat, dans *Mot un médecin*, raconte que des confrères augmentent facilement leurs revenus en faisant revenir systématiquement, huit jours après, à leur cabinet, les clients visités à domicile. Systématiquement, c'est-à-dire sans intérêt pour la santé proprement dite de l'usager... mais peut-être au détriment de sa santé, car le fait d'aller voir le médecin n'est jamais anodin psychologiquement, et parce que cela ne peut finir par une ordonnance pharmaceutique, donc inutile dans ces cas.

Quant à l'entente directe sur les prix, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une tromperie (une de plus). Chacun sait, en effet, que les prix conventionnés sont fixés par... la convention passée entre la Sécurité sociale (où les patrons sont majoritaires) et les syndicats médicaux. Cette convention fixe régulièrement les différents tarifs de consultation et des autres actes, biologiques, chirurgicaux ou radiologiques. Les « suppléments » (répondant d'ailleurs au même principe que ceux de la SNCF), autrement dit les suppléments pour dépassements d'honoraires, qu'ils soient exceptionnels (DE) ou permanents (DP) des secteurs conventionnels II et III, sont fixés unilatéralement par le médecin, même si déontologiquement on lui conseille de le faire « avec tact et mesure ». Quant aux prix du secteur privé, qui vont facilement jusqu'à 450 à 500 F, ils ne sont certes pas suggérés par le client-malade, pas plus riche qu'un autre, mais qui a besoin d'un temps d'écoute et d'attention plus long que ne l'autorise le tarif aux pièces minimal et garanti par la Sécurité sociale.

Voilà en somme tout ce que la charte se propose de faire fructifier, et cela sans complexe, sans relever quelque part le paradoxe qu'il y a à vouloir améliorer la santé de la population et la santé du système de soins.

Gérard Briche
(à suivre)

ESPAGNE

PROCÈS DU COUP D'ÉTAT DU 23 FÉVRIER

Le procès des militaires et gardes civils impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 s'est achevé dans la plus complète confusion. Au terme d'un procès particulièrement long, qui aura surtout montré le poids que pèse l'armée sur la société espagnole, le verdict est tombé : trente ans de prison pour les deux figures de proue de la conjuration, pratiquement rien pour les autres.

Le lieutenant-colonel Tejero, l'homme qui s'est emparé des Cortès et le général Milans del Bosch dont les chars quadrilèrent Valence toute la nuit ont donc écopé du maximum. En revanche, ces gardes civils que l'on a vu à la télévision tirer à la mitrailleuse à l'intérieur du Parlement d'un pays qui se dit démocratique ont été purement et simplement acquittés et ont rejoint leurs unités respectives (1) !

Comme on peut l'imaginer, un tel verdict ne peut laisser indifférent. Et moins encore lorsqu'on connaît les caractéristiques de ce bien étrange procès. D'abord, ce sont des militaires qui jugent d'autres militaires, alors que les victimes, dans ce cas la société tout entière, ont dû le subir en spectateurs... quand ce n'est pas en accusés ! On a pu voir en particulier le général Milans traiter les journalistes comme des chiens et obliger le président du tribunal à interdire l'accès de la salle au directeur d'un des principaux quotidiens du pays.

D'autre part, il est rapidement devenu clair que de nombreuses têtes de la conjuration, tant civiles que militaires, n'ont pas été inquiétées si bien que progressivement s'est dégagée la silhouette de l'« éléphant », personnage mystérieux autour duquel tourne toute la tentative du coup d'Etat. C'est lui, cet « éléphant », que Tejero atten-

dit le 23 février aux Cortès pour prendre la tête d'un gouvernement musclé... C'est lui le chef d'orchestre de l'opération. Dans les milieux « au parfum », il est connu et identifié, mais ne semble pas figurer parmi les accusés... même si on a pu le voir dans les locaux du service géographique de l'armée où se sont déroulées les audiences !

Quant à ceux que l'on aurait cru les plus soucieux d'une campagne d'épuration dans l'armée, entendez les députés et ministres qui ont passé une nuit à quatre pattes sous la menace des armes d'une poignée de soudards, ils sont complètement liquéfiés dans une attitude attentiste et frileuse. On a même appris, après la sentence, qu'il y avait eu des blessés par balle au cours de l'occupation des Cortès. Pas un député, pas un fonctionnaire n'a eu le courage de porter cette information capitale sur la place publique !

C'est dans ce climat malsain qu'on entend maintenant gémir en chœur les partis politiques de gauche et même le gouvernement ! Après avoir laissé les mains libres aux militaires, ils s'étonnent des claques qu'ils reçoivent ! Tant de lâcheté et de compromission ne font qu'illustrer ce slogan fasciste qui avait fleuri sur les murs d'Espagne : « 23 février : le jour de la diarhée ».

A la société civile bafouée, les militaires ont jeté un os à ronger : la condamnation de deux déments qui n'ont pas encore compris qu'aujourd'hui les coups d'Etat sérieux se font sans spectacle et sans fureur, à la turque... (2).

La décomposition et le manque de crédibilité des organes de pouvoir sont en train de créer en Espagne une situation originale. Politiquement, l'extrême-droite et la droite classique sont maintenant définies. Le Parti socialiste, en plein développement

et récent vainqueur absolu des élections andalouses, est devenu un parti centriste surtout soucieux de ne pas faire de vagues. Quant au Parti communiste, rongé par les problèmes internes, les exclusions, les crises successives, il s'effondre progressivement et risque de devenir un petit groupe marginal incapable de peser sur la vie publique.

Sur le plan syndical, la même déconfiture se trouve illustrée par l'échec total de la campagne nationale des Commissions ouvrières (communistes) et l'UGT (socialistes) : moins de quatre mille personnes le mardi 8 juin à la manifestation conjointe de Madrid...

Simultanément, les luttes concrètes prennent une ampleur nouvelle : dans les banlieues de Madrid et de Barcelone, des grèves générales et des manifestations massives contre le chômage semblent montrer un réveil de la combativité ouvrière après le temps des illusions... (3).

Le procès des militaires du 23 février aura au moins eu le mérite de mettre en lumière l'impuissance totale des partis politiques et des syndicats réformistes. L'espace social reste donc largement ouvert aux mouvements autogestionnaires et plus particulièrement à la CNT. Le succès de la concentration qu'elle a organisée à Madrid le 12 juin et qui a réuni de vingt mille à trente mille personnes semble être de bon augure...

Un compagnon espagnol

(1) Les hommes de troupe n'ont pas été jugés et tous les lieutenants sont maintenant libres !

(2) On avait dit à l'époque que le 23 février deux coups d'Etat distincts s'étaient télescopés. Le verdict semblerait confirmer cette thèse.

(3) La grève générale et la manifestation de Ripollet (Barcelone) s'est faite avec l'appui de la CNT et malgré le refus des Commissions ouvrières et de l'UGT.



Le portrait d'Antonio Tejero.

Malouines : la croisade est terminée !

La grande croisade pour la reconquête des Malouines s'est donc terminée par la victoire bien prévisible des commandos britanniques sur les forces argentines. Cette aventure de corsaires équipés d'Exocet aura donc maintenu l'attention internationale durant plus de deux mois, et coûté la vie à plus d'un millier d'hommes pour un bout de rocher perdu dans l'Atlantique Sud et entouré, quelle chance, de quelques nappes souterraines de pétrole. La junte argentine, qui avait lancé cette opération pour régler ses problèmes de politique intérieure, se mord aujourd'hui les doigts et n'hésite pas à faire canarder par sa police ceux-là mêmes qui l'applaudissaient il y a deux mois.

L'aventure patriotique et colonialiste s'appuyant sur un nationalisme imbécile est souvent une arme à double tranchant. Les Etats-Unis sortent également meurtris de cette affaire ; leurs rapports avec les dictatures d'Amérique latine risquent de se retrouver pour le moins sérieusement transformés. Thatcher, elle, peut pavoiser ; elle et son parti sortent renforcés de cette opération, même si 250 Anglais sont morts (des engagés) et que la facture risque de se révéler plutôt lourde. Mais de cette affaire des Malouines, de multiples enseignements sont à tirer : d'un point de vue militaire, l'implacable conséquence des ventes d'armes par les pays dits démocratiques aux pays les plus réactionnaires, quitte à se retrouver un jour face à son propre matériel de guerre fourni quelques années plus tôt et qu'on ne croyait utilisable que pour mater le peuple et protéger la dictature. D'un point de vue politique, les Etats « socialistes », URSS, Cuba, le Nicaragua (oui, camarades, celui qui approuvait aussi l'écrasement de Solidarność le 13 décembre), etc., n'hésitent pas à soutenir, pour de basses raisons économiques, un Etat fasciste. L'attitude

des partis communistes de nombreux pays s'aligne, bien entendu, sur cette position, ainsi que celle de différents groupes trotskystes. Enfin, du point de vue social, c'est la victoire du militarisme le plus imbécile, s'appuyant sur le colonialisme, et c'est surtout l'incapacité, une fois de plus, de mettre en place un mouvement d'ampleur pour la paix immédiate devant ce genre de situation. Les peuples continuent de se vautrer dans la boue des déclarations guerrières de leurs dirigeants. Les généraux argentins se permettent de déclarer que « leurs hommes mourront jusqu'au dernier », l'extrême-gauche et l'extrême-droite argentines se retrouvent unies dans un même nationalisme puant et dans un anti-impérialisme de pacotille. La foule anglaise acclame ses braves boys, tandis que députés travaillistes et conservateurs, aux Communes, applaudissent Thatcher leur annonçant la victoire finale.

Rien n'a changé. Les peuples démarrent toujours au quart de tour après une bonne propagande nationaliste dans les médias. Les soi-disant partis d'opposition anglais, les prétendues organisations révolutionnaires argentines sont encore plus royalistes que le roi. Sans doute aurait-il fallu attendre des mois de guerre et des milliers de morts pour entrevoir l'ombre d'un mouvement pour la paix, tout comme il a fallu attendre 1917 pour voir se tenir la conférence de Zimmerwald et éclater un très fort mouvement de refus d'obéissance dans les tranchées. Le patriotisme fait toujours autant recette parmi les populations. Une preuve de plus, s'il en était besoin, que les anarchistes, seuls véritables antimilitaristes, doivent intensifier leurs luttes contre l'armée et développer un véritable internationalisme des travailleurs. Il est essentiel de réactiver ce combat qui se situe dans le cadre plus lar-

ge de notre lutte anti-étatique et anti-capitaliste, en dehors du pacifisme de curé de campagne. C'est certainement cela l'enseignement le plus important de la guerre des Malouines.

Patrick (groupe d'Angers)

Contre le massacre des Palestiniens et des Libanais perpétré par l'Etat d'Israël au Liban

N ON ! Rien ne peut justifier l'attitude d'Israël aujourd'hui, ni les horreurs du nazisme, ni la survie de l'Etat hébreux, ni la sécurité des frontières. En justifiant l'extermination d'un peuple par le droit à l'existence d'un autre, Menahem Begin se conduit tout simplement comme un nouvel Hitler ! Aidé de l'extrême-droite libanaise, l'armée israélienne massacre sauvagement la population civile, particulièrement les camps de réfugiés et les quartiers populaires (bombes au phosphore et billes).

Il faut arrêter cette progression et affirmer le droit des peuples palestiniens et libanais à vivre aussi.

Soutenons, en revanche, la lutte des juifs israéliens et français qui s'opposent enfin à la propagande de l'Etat d'Israël, tendant à assimiler toute opposition à sa politique expansionniste à de l'antisémitisme, et qui condamnent cette politique « de mort et de conquête », « de rêves absurdes de grandeur et de puissance ».

Pour nous anarchistes, qui dénonçons toutes les dictatures de droite, de gauche ou militaires, nous soutenons tous les opprimés et avons depuis longtemps opté pour une société libre et égalitaire, quelles que soient les races.

J.-L. et J.-E. (groupe Varlin)

Solidarité avec l'Uruguay

DEPUIS le 27 juin 1973, une dictature fasciste sévit en Uruguay. La répression, dans ce pays, est inhumaine, utilisant les forces armées comme des troupes d'occupation dans leur propre pays. Les droits de l'homme sont violés continuellement et la liberté n'est pas reconnue, en dépit d'une longue tradition du peuple uruguayen.

La population d'Uruguay compte 2 800 000 personnes. Depuis 1973, plus de 80 000 personnes ont été arrêtées ; beaucoup d'entre elles qui avaient disparu pour une durée plus ou moins longue devaient subir tortures et vexations.

Dix mille prisonniers hommes et femmes, vieux ou jeunes, ont été « jugés » par la justice militaire sans pouvoir bénéficier d'une défense réelle. La plupart furent condamnés à dix ans ou plus de prison. Très souvent, le juge les condamnait pour « convictions morales ».

En ce moment, il y a 1 200 prisonniers, hommes et femmes, dans les cellules, les camps de concentration et autres baraquements. Plus d'une centaine de personnes sont mortes sous la torture. D'autres furent remises en liberté dans un état physique tel qu'ils moururent à leur sortie de prison.

Plus de cinquante Uruguayens ont disparu dans ce pays, mais aussi au Paraguay, en Argentine, des hommes, des femmes et même des enfants demeurent introuvables.

Cinq cent mille personnes ont été obligées de quitter le pays à cause des persécutions, sur elles-mêmes, sur des membres de leur famille parce qu'après leur séjour en prison ils n'avaient que cette solution pour rester libres.

Il y a aussi beaucoup d'émigrants qui quittent l'Uruguay à cause de la très mauvaise situation politico-économique créée par la dictature fasciste. Cette situation d'importante crise économique est causée par la faillite de l'industrie nationale et par la situation critique de l'agriculture.

Depuis plus de huit ans, les partis politiques, les syndicats et les organisations étudiantes sont interdites.

Le 30 novembre 1980, la dictature fasciste attendait un plébiscite, voulait que le peuple se prononce pour l'institutionnalisation d'un régime militaire et qu'il accepte une nouvelle constitution qui contenait tous les textes pseudo-légaux avec lesquels la dictature gouvernait depuis le 27 juin 73. Des décrets avaient été substitués à la constitution. Ce plébiscite a été un véritable échec pour le régime, le peuple dans sa grande majorité ayant voté contre.

En dépit de cet échec, le régime n'a pas accepté de respecter la volonté des Uruguayens, au contraire. En 1981, un nouveau plan a été conçu pour atteindre ce qui avait été perdu le 30 novembre 80. Le 1^{er} septembre 81, un nouveau président, installé par les militaires, remplace le général Alvarez. Il y eut une pseudo-concertation avec certains partis politiques, le but étant de consolider le régime.

Au même moment, des lois antisyndicales étaient édictées. Depuis, la répression ne fait qu'empirer. Des centaines d'opposants ont été arrêtés et condamnés illégalement par la justice militaire. En 81, neuf personnes sont mortes en prison.



ROUMANIE

La chape de silence reste toujours d'actualité sur les pays de l'Est. Heureusement, ce blocage n'est pas total et des informations sur les exactions qui s'y produisent arrivent à filtrer jusqu'à nous. Ces derniers temps, on reparle un peu de la Roumanie à travers le sort de deux « disparus » : Vasile Paraschiv et Virgil Tanase. Si la Roumanie est l'un des pays de l'Est les plus indépendants (sic) de Moscou, la dictature y est féroce sous le règne de Ceausescu.

Pourtant, aucune dictature n'a réussi à étouffer toute révolte

entièrement. Des grèves très dures ont eu lieu ces dernières années en Roumanie avec des tentatives de constitution de syndicats libres (SLOMR). Le syndicaliste Paraschiv y a participé. Il était déjà connu comme opposant au régime marxiste quand il fut violemment frappé et menacé de mort le jour de son adhésion au SLOMR. Depuis ce 9 mars 1979, personne n'a pu rentrer en contact avec lui. Chacun se souvient de la tentative (après le coup de téléphone suspect) du journaliste Bernard Poulet qui s'est soldée par un tabassage sévère en Roumanie. Des rumeurs circulent et indiquent que Paraschiv serait interné dans un hôpital psychiatrique connu pour ses internements politiques. La Roumanie, utilisant comme l'URSS les hôpitaux psychiatriques à des fins de répression, sait dresser un mur de silence efficace autour de ses opposants pourtant connus chez eux et à l'étranger.

Dans le cas de Tanase, la disparition ne s'est pas produite en Roumanie mais en France. Ecrivain naturalisé français, il avait osé écrire contre « le roi communiste » Ceausescu. Vengeance personnelle de Ceausescu ou volonté de faire un exemple ? De même que les autres enlèvements ou colis piégés qu'ont reçus les dissidents, les méthodes en vigueur depuis Staline continuent d'être employées. Par exemple, des faux dossiers ont circulé dans les rédactions dénonçant Tanase comme agent de la DST.

On constate que depuis quelques années, les Etats utilisent de plus en plus les méthodes de terrorisme international. La Roumanie en profite pour exporter ses enlèvements et les disparitions de dissidents. Ainsi, ces méthodes ne sont plus l'apanage de l'Argentine, du Chili ou de l'Uruguay. Il n'y a guère que la Fédération internationale des droits de l'homme pour s'étonner. Les Etats marxistes ne valent pas mieux en matière de

répression que les juntes fascistes. Après l'échec de sa mission, Daniel Mayer, président de la FIDH, peut menacer de comparrer l'Etat marxiste roumain à l'Argentine, la découverte se produit un peu tard. Ces gens-là s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes. Il n'y a pas de bon Etat.



BULGARIE

Les droits de l'homme en Bulgarie — Depuis mars 1977, le docteur Nikolai Popov est en butte à une sévère répression. Après avoir rédigé un document sur les droits de l'homme dans son pays, il était condamné pour « calomnies envers l'Etat » à trois ans de prison prouvant du même coup la justesse de ses conclusions. (Bien sûr, son cas n'est pas isolé et les prisons politiques regorgent de Bulgares ayant simplement exigé le respect des droits de l'homme).

Devant le refus qui lui était opposé pour réviser son procès, le docteur Popov entame une grève de la faim. Alimenté artificiellement, il poursuivra sa grève de la faim pendant 290 jours.

Cette peine de prison s'inscrit dans une série de persécutions dirigées contre lui et sa famille depuis une douzaine d'années (perte d'emplois, salaires de misère, manque de perspectives professionnelles). Pour ces raisons, le docteur Popov déposa



en janvier 80 une demande d'émigration. Ces démarches répétées échouèrent et Nikolai Popov recommença sa grève de la faim. Cette fois, on lui promit (alors que le congrès du PCB se déroulait), un passeport pour lui et sa famille. Comme c'était prévisible, les correspondants étrangers partis, le passeport retourna aux oubliettes. De ce fait, Popov décida de reprendre la grève de la faim illimitée le 1^{er} juin et d'envoyer, pour attirer l'attention sur son cas, une lettre ouverte à F. Mitterrand, risquant ainsi une nouvelle condamnation.

La conclusion lui appartient : « Une fois encore, la réalité de ces faits venait confirmer la justesse de mes conclusions, c'est à-dire que le formalisme bureaucratique, fondement des rapports sociaux dans mon pays, n'est pas seulement une déféction accessoire de notre société, mais une machine consciemment et savamment agencée, afin d'annuler les libertés et les droits garantis aux citoyens bulgares par leur Constitution. » (Rédigé d'après la lettre ouverte signée par Nikolai Popov)

PORTUGAL

En mai 1982, la revue anarchiste portugaise *A Idea* a organisé une exposition, sorte de panorama actuel sur les activités de propagande et d'édition des libertaires du monde entier. Cette exposition s'est tenue à Porto, Coimbra et Lisbonne.

Les compagnons portugais parlent de relatif succès, car l'exposition a été vue par plus de quatre cents personnes et cent trente ont participé aux débats. Entre autres débats a été abordé le thème de « La Ville », thème qui aurait été au centre du dernier numéro de la revue *A Idea*.

Communiqué de *A Idea*, revue de culture et de pensée anarchistes

Du 9 au 15 août se déroulera, à Mirando di Douro dans le nord du Portugal, le « Deuxième festival écologique Sayago Nao ».

Sayago, c'est la centrale nucléaire que le gouvernement espagnol veut implanter près de la frontière portugaise. Cette centrale sera refroidie par le fleuve Douro. Le fleuve prend sa source en Espagne et débouche au Portugal.

Si les fortes oppositions anti-nucléaires et la conjoncture économique ont fait qu'il n'y a pas de centrale nucléaire au Portugal, il n'empêche que le gouvernement portugais va investir tout de même 25% du coût de la centrale de Sayago. Une façon comme une autre de se doter du nucléaire malgré les opposants.

Communiqué du Centro de estudos libertarios, éditeur de *A Batalha*.



UNE LETTRE DE KROPOTKINE SUR L'INDIVIDUALISME

ADRESSÉE A NETTLAU

MON cher ami. J'ai lu votre lettre avec beaucoup d'intérêt — personnel et général — et je voudrais pouvoir y répondre tout au long, ainsi que discuter un des points essentiels, l'individualisme. Peut-être le ferai-je un jour pour l'individualisme sous forme d'articles. En tout cas, je tâcherai de vous répondre maintenant sans entrer dans de trop longs détails.

J'aborde le point central de votre lettre — celui où vous demandez pourquoi la jeunesse ne vient plus, comme elle venait en 1890-1894. — « C'est qu'alors, dites-vous, on était avec tout ce mouvement d'art et de littérature libertaire... », etc.

Eh bien, on l'est encore. Seulement, ce sont eux qui ne veulent plus de nous tant que ça et qui, après nous avoir donné quelques camarades, sont maintenant ce qu'ils ont toujours été : épicuriens, individualiste, très bourgeois, qui trouvent évidemment dans Nietzsche (comme leurs prédécesseurs trouvaient dans Darwin) mieux leur affaire, ou plutôt leur excuse, que dans l'anarchie.

Le mouvement de 1890-1894 s'explique, à mon avis, de cette façon : la jeunesse ouvrière avait cru (l'agitation boulangiste créant une atmosphère d'inquiétude) qu'il suffirait de quelques dévouements héroïques pour provoquer la révolution. Des gens sérieux et instruits de la bourgeoisie l'avaient cru de même. On s'est aperçu depuis que c'était une illusion et force fut de s'atteler, en France comme ailleurs, au lent travail d'organisation et de propagande préparatoire au sein des masses ouvrières. C'est la phase où nous sommes en ce moment.

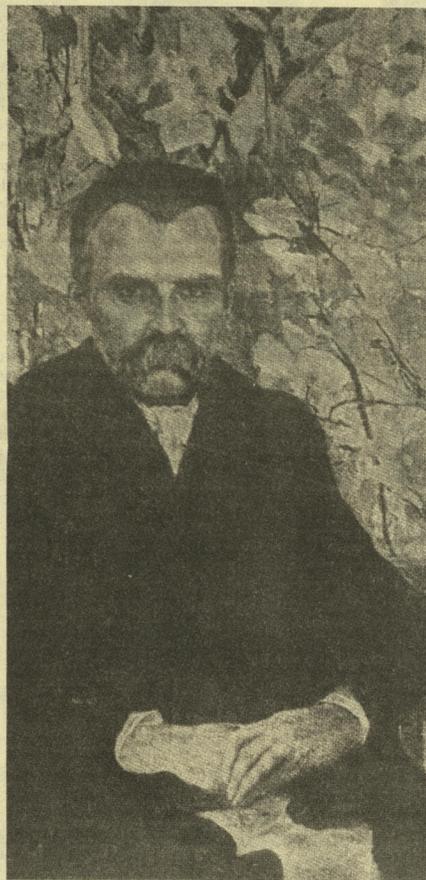
Quant à la jeunesse bourgeoise, elle a toujours aimé en France — entre l'âge de 19 et de 30 ans — les affirmations hardies, épatantes. La négation, le « nihilisme » de l'anarchie les a entraînés. D'autre part, le dévouement de la jeunesse ouvrière, leur sacrifice et leur immolation de soi-même les a impressionnés. Et enfin, un mouvement pareil à celui du nihilisme de Bazaroff — mouvement de *mœurs*, *Kultur-Bewegung* — pour s'affranchir de certains mensonges conventionnels, est mûr en France. Il s'est produit. Avec cette différence qu'en Russie le mouvement de *mœurs* nihiliste (1859-1869) fut suivi du mouvement populariste *v narod*, — tandis qu'en France rien de pareil ne s'est produit. C'est pourquoi le mouvement révolutionnaire n'y a rien gagné directement. Où sont les Mirbeau ? Où sont les auteurs de dithyrambes à Ravachol ? Qui est venu s'atteler à la besogne révolutionnaire ? Cette jeunesse a-t-elle donné un seul qui vint relever les vieux ? — *Nihil*.

Cette jeunesse est aujourd'hui Nietzscheenne, parce que — comme vous le dites très bien — le Nietzscheisme est un des *Spurious* (1) individualismes. C'est l'individualisme du bourgeois qui ne peut exister que sous la condition d'oppression pour les masses et — notez-le bien — de laquaisisme, de servilisme *vers la tradition*, d'oblitération de l'individualité dans l'opresseur lui-même, aussi bien que dans la masse opprimée. La « belle bête blonde » est, au fond, un esclave — esclave du roi, du prêtre, de la loi, de la tradition — un numéro sans individualité du troupeau exploiteur.

Ce n'est pas parce que nous sommes devenus trade-unionistes que cette jeunesse nous a quittés. Attirée par le pittoresque, elle en a assez, dès que le pittoresque, le dramatique, s'est ralenti et qu'il a fallu s'atteler à la besogne lente de tous les jours. — « Je suis venu à vous parce que je croyais la révolution proche : mais je vois maintenant que c'est un long travail d'éducation qui est nécessaire. » Que de fois je l'ai entendu dire depuis vingt-cinq années ! Ils se sont amusés du pittoresque de Ravachol, de Vaillant, de Powels — et ils sont rentrés dans leur petit train-train dès qu'ils se sont aperçus qu'on leur demandait de prouver, par des sacrifices, leur soif de liberté. Je ne leur demande pas d'actes de révolte individuelle : les épicuriens n'en font pas. Mais même pour défendre la cause des opprimés (voyez le dernier appel de Grave), pour l'école libertaire, pour les petits soins de la propagande au jour le jour — où sont-ils ? Il faudra encore trouver des travailleurs ! Connaissez-vous un mouvement, une prise d'armes, plus productive en hommes que le mouvement subséquent ?

Pourquoi ? — Parce que l'individualisme, étroitement égoïste — tel qu'on l'a présenté depuis Mandeville (*Fable of the Bees*) jusqu'à Nietzsche et les jeunes anarchistes français — ne peut inspirer personne. Il ne contient rien de grande, d'entraînant.

J'irai même plus loin — et ceci me semble de haute importance (une nouvelle philosophie à développer) : — ce qu'on a appelé jusqu'à ce jour « individualisme » n'a été que du bête égoïsme qui mène à l'amoindrissement de l'individu. Bête, parce qu'il n'était pas de l'individualisme du tout : il ne menait pas à ce que l'on avait posé comme but : le développement complet, large, le plus parfait *attainable* de l'individualité (...).



L'individualisme qui, je crois, deviendra l'idéal de la philosophie prochainement à venir, ne cherchera pas son expression dans l'appropriation de *plus* que la juste part de chacun du patrimoine commun de la production (le seul qu'ait compris la bourgeoisie) ; il ne sera pas dans la création de par le monde d'une foule d'esclaves servant la nation élue (*Individualismus* ou *Pro sibi Darwinianum* ou plutôt *Huxleianum*) ; non pas dans l'individualisme sensuel et « l'affranchissement » du bien et du mal que nous ont prêché quelques anarchistes français — mesquins reflets de nos pères, les « esthètes », les « admirateurs du beau », les poètes Byroniques et Don-Juanesques qui le prêchaient aussi — non dans l'oppression du voisin (*individualismus*, *Nietzscheanism*) qui ravale « la belle bête blonde » à l'état de bœuf dans un troupeau de bœufs, — mais dans une espèce d'*individualismus* ou *personnalismus*, ou *pro sibi communisticum*, que je vois venir et que je chercherais à bien définir si je pouvais y donner le temps nécessaire.

Ce qu'on a représenté jusqu'ici comme individualisme, c'était misérable, mesquin, petit — et, ce qui pire est, contenant en soi la négation du but, l'appau-

vrissement de l'individualité, ou en tout cas, la négation de ce qui est nécessaire pour obtenir la plus complète éclosion de l'individu (...).

La bête blonde de Nietzsche me fait rire (...). Jusqu'à présent, ces poseurs de l'individualisme n'ont eu pour opposants que le prédicateur chrétien qui leur prêchait l'anéantissement de la personnalité. Aussi ont-ils eu beau jeu. En démolissant le christianisme, Nietzsche, après Fourier, est superbe. C'est la même chose que lorsqu'on opposait à l'égoïsme, l'altruisme, et que celui-là avait la part belle pour démontrer que l'altruisme se guidait aussi par l'égoïsme : — tandis qu'à l'égoïsme bête, incapable de comprendre son propre intérêt et semblable au roi zoulou qui croyait « affirmer sa personnalité » en dévorant un quart de bœufs par jour — il fallait opposer (comme l'a fait Tchernychevsky) le *parfait égoïste*, — le « réalisme pendant » de Pissareff, qui devenait capable d'infiniment plus de bien social que le plus fort des altruistes chrétiens ou comtiens, — tout en disant et sachant que jamais il n'est guidé par rien que par l'égoïsme (...).

Vous dites qu'on a changé de méthode en 1894 ? Est-ce bien vrai ? Le ton est certainement plus calme qu'il ne l'était alors — tout comme le ton — dans les années 1884-1890, fut plus calme qu'il ne l'avait été en 1881-1882. C'est un de ces va-et-vient qui se retrouvent dans tout développement. Le même ton relevé (mais déjà plus approfondi, allant plus au fond des choses) se retrouvera dès que nous rentrerons dans une période plus tourmentée. En fait de changement, je n'en vois pas beaucoup. Moi, pour ma part, j'ai toujours été communiste, j'ai toujours — du *Bulletin* jurassien à la *Révolte* — prêché la participation active au mouvement ouvrier : le *mouvement ouvrier révolutionnaire*. Dernièrement, je faisais ma collection de la *Révolte*. Eh bien, dans chaque numéro je trouvais un, et souvent deux articles de moi parlant du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ainsi pour la *Révolte*, du moins, on ne peut pas dire que nous ayons changé. Est-ce de Pouget que vous parlez, qui fait la *Voix du Peuple* au lieu du *Peinard* ? Eh bien, il a parfaitement raison si, après avoir travaillé à l'élaboration de l'idée, il travaille à la répandre — à faire pénétrer les idées anarchistes et révolutionnaires dans le milieu qui, seul, prendra un jour le fusil pour faire la révolution. Quant à la jeunesse qui a fait des articles parfois très anarchistes tout en restant en dehors du mouvement de tous les jours, — les uns continuent de nous aider par la plume et le crayon dans les journaux et les écoles ; d'autres vont, paraît-il, bientôt poser leur candidature, pour atteindre le « parfait » développement, je suppose, de leur individualité... A ceux-là : bon voyage !

Ne jamais faire aucune concession au principe bourgeois et autoritaire — certes, c'est ce que nous devons viser. Mais prétendre que qui que ce soit pouvait rester plus fier libertaire en se bornant à écrire ou à parler sur l'anarchie individualiste, qu'en prenant part au mouvement syndical, c'est, mon cher ami, une simple illusion d'optique. Rester *libre*, — pour l'ouvrier qui doit vendre sa force de travail — certes, c'est impossible et c'est précisément parce que c'est impossible que nous sommes anarchistes et communistes. Nietzsche a pu rester très libre — et encore ? — s'il avait des serfs pour le faire vivre et s'il a profité de leur travail pour vivre. En Encore ! Précisément à cause de cela, il n'a rien compris à la révolte ouvrière économique. Le grand Nietzsche, car grand il était dans certaine révolte, resté esclave du préjugé bourgeois : quelle terrible ironie ! Quant au bourgeois qui prétend être libre de garder sa pleine indépendance, alors qu'il vend son cerveau, son pinceau ou sa plume à d'autres bourgeois — il finit un jour par se vendre corps et âme à Rhodes ou à Waldeck, et pendant qu'il écrit de touchants articles sur Ravachol et le droit au vol — il est déjà plus esclave (d'esprit et de fait) que le tonnelier de Barcelone enrôlé dans l'organisation qui signe « Salud y Anarquía » et compte cent mille ouvriers.

Pierre Kropotkin

(1) Spurious : faux, pseudo.

(Texte tiré de Plus Loin, revue mensuelle, numéro du 15 février 1927)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

« Quand tu vas chez les femmes » de Christiane Rochefort Ed. Grasset

Il est des gens, des musiques, des journaux, des livres... dont on se sent tout à la fois proche et éloigné. On les aime bien..., mais ! Une barrière invisible stoppe net cet élan à leur rencontre : celle de l'ambiguïté. Et c'est le malaise. Le doute.

Le dernier roman de Christiane Rochefort appartient tout entier à cette catégorie d'œuvres troubles où le talent flirte à bouche que veux-tu avec la démagogie. Et c'est assez pitoyable, voire même lamentable, car l'auteur nous avait habitués à autre chose.

Dans ce bouquin, dit le critique littéraire du *Matin*, « Christiane Rochefort tire un bilan cruel, mais nécessaire, de vingt années de « militantisme sexuel », de psychanalyse à la mords-moi le nez et de féminolâtrie rampante ». Le héros, le personnage central plus exactement, est un psychanalyste. Un psychanalyste lacanien, of course. C'est un pauvre bougre. Il ne cesse de bavasser sur lui-même. Sur son Moi profond. Et il est puant. Prétentieux. Snobinard. Pathétique cependant ! Son délire, il le joue tout autant qu'il le vit. Quand il va faire le chien chez des prostituées spécialisées de la rue Saint-Denis. Quand il fait l'esclave au sus et au vu de tous. Car c'est un maso. Un maso qui porte sur ses épaules une culpabilité pas possible à l'encontre des femmes. Et il a besoin de leur mépris. De leurs coups. Avec la mise en scène, bien sûr. Et c'est croustillant. Et Christiane Rochefort enfonce le clou. Elle le retourne comme une crêpe, ce malheureux. Elle le décortique. Elle jongle avec sa misère. Les mots font mouche. Le style est vif, grinçant. Plein de sang. L'humour est féroce, implacable. Et notre psychanalyste en prend plein la gueule. Il est grotesque. Minable. Et le milieu dans lequel il évolue est à son image. Dérisoire de bouffonnerie. Un véritable cortège d'ambulances. Et Christiane Rochefort ne les rate pas. Et elle leur tire dessus à boulets rouges de gauloiseries. Et ça fait rire le lecteur. Des rires gras, natürlich. Mais moi, je ne ris pas. Pas du tout, même.

En fait, dans ce livre, Christiane Rochefort me fait penser à Lauzier. Même recours à la facilité. Même systématique de l'amalgame. Même ambiguïté. Et ça ne passe pas. Ça ne passera jamais.

Car enfin merde, depuis vingt ans, ou plus, ou moins, peu importe, que la « libération des mœurs » poursuit son bonhomme de chemin dans la tête des populations, la liberté et l'épanouissement de l'individu ont progressé à pas de géant. Les luttes en faveur de la contraception, la lutte des femmes en général, les luttes de libération sexuelle, les coups de boutoir dans la tronche du machisme et de la phalocratie, le désarroi des mecs et maintenant la volonté chez certains de rompre avec le rôle qui leur est dévolu dans la société patriarcale qui est la nôtre..., ce n'est pas rien. C'est même énorme. Et voir ces « vingt années de militantisme sexuel » réduites à une caricature, c'est dur. Ça fait mal aux tripes.

Certes, que certains bourgeois, petits ou grands, aient perverti cette libération des mœurs ne fait pas l'ombre d'un doute. Et de ce point de vue, le livre de Christiane Rochefort est une peinture à l'odeur forte de l'authentique. Mais se borner à cette vision étriquée des choses est lourd de facilité et d'ambiguïté. C'est un peu comme si on réduisait la lutte des femmes aux pantomimes grotesques des lobotomisées du MLF psy. et po. Ça donne envie de dégueuler. Car ça fait ricaner trop de gens. Tous les puritains pourris de la bourgeoisie et les purs et durs d'une sexualité prolétarienne, entre autres.

Bref, ce bouquin est à prendre avec des pincettes et des pince-nez. Il charrie le vrai et le faux. Il laisse un arrière-goût amer. Eh, Christiane, pourquoi est-ce aujourd'hui l'hiver... au parking ?

Jean-Marc RAYNAUD

Gala de soutien à Radio-Libertaire

Le lundi 28 juin à 20 h (précises) à Bobino

LES ARTISANS ONT OUVERT LEURS ATELIERS

POUR ceux qui ont compris que l'artiste n'obtiendra son indépendance, tant économique que créative, qu'en se libérant du joug du marché de l'art, l'initiative des artistes de la Maladrerie à Aubervilliers ne pouvait que paraître intéressante.

En effet, les samedi et dimanche 5 et 6 juin, les ateliers de ces artistes étaient ouverts au public. Enfin, le contact direct d'un groupe d'artistes avec le public, la possibilité de montrer ce qu'on veut sans passer sous les fourches caudines d'une galerie ou même d'un comité de salon qui choisit si oui ou non vous êtes présentable.

Seulement voilà, cette initiative n'a pas été le fait des artistes eux-mêmes, mais l'opération a été impulsée et organisée entièrement par le service artistique de la mairie qui a financé entièrement l'opération.

Quand on sait que les ateliers d'artistes regroupés dans la cité HLM de la Maladrerie d'Aubervilliers ont été des artistes choisis par l'Etat et par la mairie et que, de plus, il n'y a sur Paris que très peu d'ateliers attribués par rapport aux demandes (1), ce qui laisse deviner les critères de sélection ; quand on sait par ailleurs que d'autres initiatives fort intéressantes sont prévues à Aubervilliers, mais qu'elles ne sont pas impulsées par les artistes, mais élaborées par le service culturel de la mairie qui financera les opérations, on peut commencer à se poser des questions.

Les artistes ne se dégageraient-ils de l'emprise du marché de l'art que pour se retrouver sous la tutelle des pouvoirs publics ?

Fait le beau, rapin, tu auras un sucre ! Quand donc les artistes se sentiront-ils majeurs et prendront-ils en main leurs propres activités ?

Servin, plasticien

(1) Le scandale des ateliers d'artistes est si grand que les services de la création artistique ne donnent aucun chiffre. Ils laissent seulement filtrer des informations vagues : six cents demandes avouées par an pour une vingtaine d'ateliers attribués sur la région parisienne.



• THÉÂTRE :

La compagnie Le Théâtre de la Mezzanine présentera *Fastes d'enfer*, de Ghelderode, qui sera jouée en plein air les 25 et 26 juin à Savigny-le-Temple.

Les Contes de la dame verte : le 26 juin à Tergnier (salle des Arts et Loisirs, place Herment) à 21 h.

L'Homme-Masse de E. Toller par le Living Theatre (cf. présentation dans le ML n° 449) à l'Atelier de l'épée de bois (Cartoucherie, route de la Pyramide, Paris 12°) : les 24, 25 et 26 juin à 21 h et le 27 à 16 h.

Le Living Theatre présentera *Antigone* de B. Brecht à l'Atelier de l'épée de bois, les 29 et 30 juin à 21 h. Le spectacle, qui n'est pas la mise en scène de la pièce de B. Brecht ni la représentation du personnage d'Antigone, mais qui est plutôt un spectacle sur Antigone, parle de la résistance à toute forme de pouvoir, de la révolte contre la violence. Il montre qu'on peut lutter contre la tyrannie, contre les opinions toutes faites, les soumissionnements acceptés, la fausse morale au service de ceux qui dominent.

Philippe

Programmes de Radio-Libertaire

- Jeudi 24 juin : « La vie d'artiste » (16-18 h) : des moniteurs d'une cité d'urgence ;
- « L'invité quotidien » (18-22 h) : le comité Schenkel.
- Vendredi 25 juin : « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : la revue Doc(k)s.
- Samedi 26 juin : « Croissant Show » (9-12 h) : rétrospective des galas de la F.A.
- Mardi 29 juin : « La mémoire sociale » (10-12 h) : Analyse de la révolution russe (suite).

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 25 juin à 20 h : Armand Robin et la poésie universelle. Enfin une émission sur Robin !
Le 27 juin à 14 h 05 : *Le Client du matin*, de Brendan Brehan. Cette pièce, à la fois truculente et d'une grande intensité dramatique est la plus représentative du talent de Brehan.



TELEVISION

— TFI : le 24 juin à 21 h 10 : *Les Mamelles de Tiresias*, de Jean-Christophe Averty, d'après Guillaume Apollinaire, qui développe le thème : l'enfance est la seule richesse qui compte. Le 24 juin à 22 h 10 : exposition *Au pays de la toison d'or*. Art ancien de Géorgie soviétique. Le 25 juin à 20 h 30 : on recommande peu de spectacles de variété sur le ML. En voilà un nouveau, *La Grande Affiche*, avec Alain Souchon, Michel Jo-

nasz, Renaud, le Quarteto Cedron, etc. Est-ce que TFI inviterait Radio-Libertaire ?
Le 27 juin à 20 h 35 : *Un homme de trop*. La résistance vue par Costa Gavras.

— A2 : le 25 juin à 23 h 05 : au ciné-club, un film adorable à ne pas rater : *Passeport pour Pimlico* (1949). Tout l'humour britannique, version tendre.

Le 26 juin à 18 h 20 : *Les Carnets de l'aventure*, Patrick Bernard et Pierre Batigne ont découvert dans le grand marécage du haut Nil les géants nilotiques qui vivent encore libres et heureux une vie sauvage au sens noble du terme.

Le 28 juin à 20 h 35 : *Le Voyage de M. Perrichon*. La célèbre opérette de Labiche et Martin, avec Jean Le Poulain.

— FR3 : le 24 juin à 20 h 30 : *Gare centrale* (1957, en VO). Un film égyptien de Youssef Chahine. A découvrir.

Le 25 juin à 20 h 30 : *Boris Godounov*. On ne présente pas l'opéra de Moussorgski d'après Pouchkine.

Le 26 juin à 20 h 30 : début d'une série : *Il était une fois : le pouvoir*, de Etienne et Patricia Verhaegen. Approfondissement des structures des sociétés primitives et traditionnelles.

Dévaluation, blocage des prix, blocage des salaires, autant de coups d'épée dans l'eau

La manipulation des monnaies sous des formes multiples n'est pas en soi quelque chose d'étonnant ! « Le bon roi Saint-Louis », il y a huit cents ans, n'éprouvait aucun cas de conscience à rognier les deniers, et, plus près de nous, Poincaré n'avait pas plus de scrupules que « les quarante rois qui firent la France » (sic). Et on peut constater qu'à partir de si illustres exemples, nos ministres des Finances s'en sont donnés à cœur joie, avec d'autant plus de tranquillité d'esprit que de nos jours on ne pend plus les grands argentiers en coquetterie avec les finances publiques. Domage !

Cependant, la dévaluation a mauvaise réputation dans les milieux économiques et politiques et fait crier le petit peuple. Il est vrai, disait Mazarin — un personnage qui en connaissait un bout à propos de monnaie — que le peuple crie, mais il paiera ! Une évidence qui s'est confirmée au cours des siècles. Disons que les forts en thème, qu'ils soient de gauche ou de droite, conviennent qu'il existe deux façons de dévaluer le franc. La mauvaise, que pratiquent les autres, et la bonne, qu'on pratique soi-même ! Nous avons eu une démonstration magistrale de cette « vérité » en écoutant sur nos médias un quidam nous expliquer que la dévaluation opérée par Giscard, en 1969, fut un trait de génie ; celle de Barre, en 1976, un exploit technique, alors que les manipulations auxquelles se livre Delors, à qui d'ailleurs le Marché commun a mis le couteau sous la gorge, l'abomination de la désolation ! Il ne nous a pas même manqué, pour cette démonstration magistrale, cette grande andouille de Chirac, le « financier » bien connu, dont les deux premières années à Matignon ne sont pas près d'être oubliées, et que son successeur Barre, lorsqu'il fut désigné en catastrophe pour prendre la suite, traitera allègrement et courtoisement de bon à rien, ce que le petit génie de l'Hôtel de ville semble avoir oublié.

La dévaluation n'est ni de droite ni de gauche. Elle est un moyen pour le système capitaliste d'une nation de se donner du champ dans la concurrence impitoyable qu'elle livre à d'autres nations capitalistes qui lui disputent les marchés mondiaux. Elle peut faire vendre plus et obliger à acheter moins à l'étranger ! Rogner sur l'écu est une expérience à laquelle ont eu recours tous les pays d'économie libérale et à laquelle ni l'Allemagne, ni la Hollande n'ont échappé en leur temps, même si aujourd'hui leurs finances sont au beau fixe... Pour combien de temps ?

Mais ce qui intéresse les travailleurs, c'est moins la dévaluation elle-même que les mesures d'accompagnement que prend le gouvernement pour lui conférer une efficacité dont la classe dirigeante touchera le bénéfice en fin de compte, alors que eux en feront les frais. Et une idée vient tout de suite à l'esprit : comment les économistes et les politiciens en sont-ils arrivés là ? Et nos bons apôtres de répondre : « Ce n'est pas moi, ce sont les autres... ».

Guy Mollet disait que la bourgeoisie française était la plus bête du monde. Je ne chicanerai pas sur ce jugement, sinon pour ajouter qu'elle est la plus individualiste, la plus égoïste, la plus odieuse également, car elle se retranche derrière une formule noble, « la liberté », pour, depuis sa prise du pouvoir économique en 1789, justifier toutes ses exactions, et, dans ce domaine, le CNPF représente bien le visage le plus cynique de cette bourgeoisie française. Camouflée derrière les mots nobles qui déglutinent de ses lèvres, elle fraude le fisc, dissimule ses capitaux en Suisse ou autre part, fait de la gymnastique avec les prix, du mal-

thusiannisme avec les investissements, pleurniche sur ses charges, sur les faillites qui la frappent dans les instants difficiles. Il est vrai que cette bourgeoisie, partisane de l'économie libérale, se trouve parfois en difficulté et est rejetée de son milieu confortable vers les couches populaires, mais c'est le risque d'une société capitaliste libérale qu'elle glorifie et dont en même temps elle refuse le jeu, pleurnichant auprès de l'Etat avec autant d'humilité qu'elle manifeste d'arrogance dans les jours de prospérité ! Entre Giscard et Poujade, il n'y a que le vernis qui diffère. C'est cette bourgeoisie, et l'esprit petit-bourgeois qu'elle a répandu par son école et par son comportement jusqu'au sein des classes populaires, qui porte la responsabilité du gâchis économique, surtout lorsque sa passion de l'argent la pousse à des luttes intestines qui accentuent la décadence du système et que, par exemple, sa vanité incroyable lui fait acheter des voitures étrangères en masse, ce qui scie la branche de l'économie du profit sur lequel repose son gros cul merdeux et flasque. Son comportement est celui qu'avaient bien compris les barbus de la moitié du siècle dernier et qu'ils ont défini comme les contradictions du système capitaliste dont il devait crever. Ce qui finira bien par arriver !

Mais revenons aux mesures d'accompagnement que sont les blocages des prix et des revenus, salaires compris. Mauroy a essayé de faire passer la pilule dans une assemblée où étaient réunis tous les partenaires sociaux, rassemblement d'exploités et d'exploiteurs contre nature ! Le Premier ministre doit croire aux vertus de ces grand rendez-vous des « forces vives » du pays, dont Matignon en 1936 et Grenelle en 1968 restent un exemple ! Mais si les patrons ont cédé en 1936, c'est que plus d'un million de travailleurs occupaient les usines et que la classe dirigeante se sentait les couilles molles. Si, en 1968, on para au plus pressé, c'est que les mêmes des écoles cassaient les carreaux et que de Gaulle, vieilli et déboussolé, s'apprêtait à prendre le maquis auprès du général Massu, Massu le tortionnaire des membres du FLN en Algérie. Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là ! Et la grande messe organisée par Mauroy à Matignon pour peaufiner sa dévaluation accouchera d'une souris !

Le blocage des prix a toujours été un échec, proclame la grande presse hilare ! Parbleu, ce sont les patrons, dont cette presse est aux ordres, qui organisent savamment les moyens de rendre ce blocage inefficace, et le gouvernement lui-même, à partir de multiples dérogations, donne l'exemple. Gattaz, le patron des patrons, un vieux malin qui souffle le chaud et le froid, pousse déjà des hurlements sur ce qu'il considère être une amputation des marges bénéficiaires. Ce qui n'est même pas vrai ! Gageons qu'à l'usage, il ne restera pas grand-chose des dix-sept mesures proposées par le gouvernement. Et déjà, d'« honorables » commerçants se posent la question de comment sortir d'un blocage des prix, dans lequel ils viennent à peine d'entrer, une fois la « grande pénitence » écoulée ? Je serai bien tenté, si je n'avais pas peur de passer pour un analphabète dans le domaine économique, de dire qu'il n'y a qu'à y rester ? Ne nous cachons pas la vérité : seule l'économie de guerre, l'autarcie ont pu un instant contenir l'appétit féroce de la bourgeoisie pour les « affaires », et encore, car chaque fois que la guerre économique ou politique s'est terminée, on a vu reparaître les bourgeois au grand jour, le gousset bien garni, malgré ou à cause de la misère des temps.

Mauroy échouera ! Pas plus que d'autres avant lui — Giscard, Barre et consorts — mais pour les mêmes raisons ! L'économie libérale supporte mal l'organisation de marché, sinon pour un temps, lorsque celle-ci favorise son profit. Lorsque le gouvernement veut passer outre, il se produit alors un phénomène de rejet. Ce que redoute la fraction de la bourgeoisie à la tête des affaires, ce n'est pas la révolution — elle n'a pas assez d'imagination pour ça et elle a bien trop confiance en la carotte hiérarchique qu'elle tend au peuple —, mais son remplacement au pouvoir par une fraction de sa propre classe. Il est significatif que cette bourgeoisie au pouvoir ait toujours trouvé un homme : Poincaré, Doumergue, Chautemps, et hier encore Giscard, pour défendre contre les résultats d'élections aventureuses le clan de la bourgeoisie en place. Les nationalisations, les dévaluations, le blocage des prix, faits en dehors d'eux par d'autres, leur déplaisent, non pas parce que les nouveaux venus ont l'intention de changer à tous les échelons le système du profit, mais plus simplement parce qu'ils veulent en changer les bénéficiaires et mettre en place une clientèle qui continuera à exploiter les populations à leur profit.

Pourtant, si la bourgeoisie de gauche est considérée comme un danger pour la bourgeoisie en place, elle peut être utile pour faire accepter au peuple des mesures qu'il aurait rejetées venant d'autres, et c'est à quoi Mauroy s'est employé pendant les parlottes tenues à Matignon. Pour un temps et sans qu'on lui permette d'opérer un changement, non pas de société mais de ses bénéficiaires, la bourgeoisie traditionnelle laisse l'expérience se poursuivre, car si Mauroy a décidé de bloquer les prix, il a également bloqué les revenus et, parmi eux, les salaires qui forment la masse taillable et corvéable du revenu national.

A leur tour, les syndicats protestent (ne cherchons pas si c'est pour des motifs moins purs qu'ils ne le prétendent). Ils ont raison ! Le blocage des salaires est sans aucune mesure avec le blocage des dividendes, des traitements des professions libérales, des revenus des agriculteurs. A Matignon, les dirigeants de grandes centrales syndicales ont accueilli fraîchement le blocage des salaires. On les comprend et on comprend les remous que produira dans l'opinion populaire cette capitulation d'organisations qui ont dans leurs statuts la disparition du salariat, du patronat, l'autogestion, et d'éléments empruntés à la charte D'Amiens dont plusieurs se réclament encore.

Les salariés doivent refuser le blocage des salaires qui les inscrit dans le cadre d'une société capitaliste qui les exploite et qui leur fera payer les frais de sa crise. Il faut savoir ce que l'on veut, et ce qu'on veut, il faut le dire clairement !

Ou on est d'accord avec cette société capitaliste libérale en espérant être un de ceux qui réussiront à grimper dans l'échelle des salaires et à pénétrer dans ce lieu bien protégé qu'est la classe dirigeante du pays, mais alors il faut accepter tous les sacrifices que la situation économique du pays impose et il ne sert à rien de pleurnicher ! ou on est contre ce système pleurnicher, et on n'a pas à se précipiter au secours de cette société pourrissante !

La lutte des classes ne s'arrête pas à l'instant où la société capitaliste se désagrège. Elle continue, avec comme perspective, la suppression du patronat et du salariat, l'abolition de l'Etat, la construction d'une société sans classes, où le socialisme, débarrassé des structures de l'Etat libéral, pourra s'épanouir dans la liberté.

Maurice JOYEUX

